

« LA VACCINATION, UNE PROTECTION POUR TOUS »

Préservez votre vie et celle de votre famille

Tous ensemble pour la vaccination anti-covid-19 afin de réduire la propagation du virus !



GROUPE BENHAMADI
**Les produits
Condor réexportés
de la Libye
vers le Soudan**

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION • DIMANCHE 19 SEPTEMBRE 2021 • N°139 • PRIX 20 DA • Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

AIR ALGÉRIE

**Vers le lancement
d'un plan de
développement**



ELIMINATOIRES DU MONDIAL
DU QATAR (ALGÉRIE-NIGER)

Les dates fixées P.2



LES ALGÉRIENS S'APPRÊTENT
À AFFRONTER UNE RENTRÉE
SCOLAIRE DIFFICILE

Le moral au plus bas P.3



CORONAVIRUS

**201 nouveaux cas,
177 guérisons
et 11 décès ces
dernières 24h** P.16



ABDELAZIZ BOUTEFLIKA EST MORT

La fin d'une époque

 P.3

- Bouteflika s'en va presque dans l'anonymat
- Chronologie d'un règne sans partage
- Drapeau en berne pendant trois jours



SÛRETÉ D'ALGER

DES VOLEURS DE PORTABLES ARRÊTÉS À SIDI M'HAMED

■ Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté quatre (4) individus impliqués dans deux (2) affaires distinctes liées au vol à l'arraché de téléphones portables sous la menace d'une arme blanche, a indiqué hier un communiqué des services de la Sûreté nationale. Les services de la sûreté de la circonscription administrative de Sidi M'hamed "ont traité deux

affaires distinctes liées au vol à l'arraché de téléphones portables sous la menace d'une arme blanche, suite à des plaintes déposées par les victimes", a précisé la même source. Les éléments du service chargé de l'enquête, en coordination avec les éléments de la sûreté de la circonscription administrative de Bab El-Oued, ont réussi à identifier les sus-

pects. Il s'agit de quatre (4) individus âgés entre 19 et 27 ans qui ont été arrêtés", a souligné le communiqué, précisant que "les téléphones portables volés ont été récupérés". Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu le communiqué.

DÉCÈS DE L'EX-PRÉSIDENT ABDELAZIZ BOUTEFLIKA
DRAPEAU EN BERNE PENDANT TROIS JOURS

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé samedi la mise en berne du drapeau national à travers le territoire national, pendant trois jours, à compter de ce samedi, à l'annonce du décès de l'ancien président, le Moudjahid Abdelaziz Bouteflika, indique un communiqué de la Présidence de la République.

MORT DE BOUTEFLIKA : LES CONDOLÉANCES
DU PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

■ Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a adressé un message au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la suite du décès de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika. Dans son message rapporté par plusieurs médias locaux, le président Abbas a présenté « ses condoléances et sa sympa-

thie », rappelant au passage le parcours du défunt « qui a consacré sa vie au service de l'Algérie et de son peuple ».

« Il a œuvré pour la paix et la stabilité, comme il a défendu les causes de la nation (arabe), à leur tête la cause palestinienne, qui l'a soutenue de tout cœur », a-t-il dit.

ELIMINATOIRES DU MONDIAL DE QATAR (ALGÉRIE-NIGER)
LA FIFA FIXE LES DATES

■ Les dates des rencontres de la 3ème et 4ème journée des éliminatoires de la Coupe du Monde de la FIFA - Qatar 2022, zone Afrique, ont été fixées par la FIFA, l'instance suprême du football planétaire et organisatrice de la Coupe du Monde. Le match Algérie - Niger, comptant pour le groupe A, aura lieu le vendredi 8 octobre prochain à 17h00 au stade du Chahid Mustapha Tchaker de Blida, indique un communiqué de

Journées	Rencontres	Dates - 2021	Lieux
01	Algérie - Djibouti Niger - Burkina Faso	5, 6, 7, 8, 06 5, 6, 7, 8, 06	Blida Niamey
02	Djibouti - Niger Burkina Faso - Algérie	11, 12, 13, 14, 06 11, 12, 13, 14, 06	Djibouti Ouagadougou
03	Djibouti - Burkina Faso Algérie - Niger	1, 2, 3, 4 / 09 1, 2, 3, 4 / 09	Djibouti Blida
04	Niger - Algérie Burkina Faso - Djibouti	5, 6, 7, 09 5, 6, 7, 09	Niamey Ouagadougou
05	Djibouti - Algérie Burkina Faso - Niger	6, 7, 8, 9 / 10 6, 7, 8, 9 / 10	Djibouti Ouagadougou
06	Algérie - Burkina Faso Niger - Djibouti	10, 11, 12 / 10 10, 11, 12 / 10	Blida Niamey

la FAF qui précise que : la rencontre retour, elle est programmée le lundi 11 octobre 2021 au stade du Général Seyni Kountché de Niamey.

(Cédéao, 15 pays) qui a insisté sur son exigence d'une libération de Alpha Condé.

AFGHANISTAN
AU MOINS DEUX MORTS
ET 19 BLESSÉS DANS DES
ATTENTATS À JALALABAD

■ Au moins deux personnes ont été tuées et 19 blessées hier dans plusieurs attentats à la bombe visant les talibans à Jalalabad, la grande ville de l'est afghan, selon des sources concordantes. Il s'agit des premiers attentats meurtriers recensés depuis le départ des dernières troupes américaines du pays le 30 août dernier après vingt ans de présence militaire. Deux bombes ont visé des véhicules des forces de sécurité des talibans, selon des sources concordantes. Un responsable du département de santé du Nangarhar, dont Jalalabad est la capitale, a fait état de 3 morts et 18 blessés. Plusieurs médias locaux ont de leur côté indiqué que les attentats avaient fait au moins deux morts et 19 blessés.

DÉTENU DEPUIS LE
PUTSCH DU 5 SEPTEMBRE
L'EX-PRÉSIDENT
CONDÉ «DEMEURERA
EN GUINÉE», AFFIRME
LA JUNTE

■ La junte en Guinée a affirmé que l'ex-président Alpha Condé, détenu depuis le putsch du 5 septembre, dont la communauté internationale réclame la libération, restera dans son pays. Cette mise au point, dans un communiqué lu vendredi soir sur la télévision publique, est intervenue peu après le départ d'une mission de deux chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

ELECTIONS LOCALES

Le RCD dit non !

■ Le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) a décidé de boycotter les élections locales anticipées, du 27 novembre prochain.

La décision a été annoncée avant hier, lors du conseil national du parti. Lors de son allocution, le président du RCD, Mohcine Belabas, a révélé les motifs qui ont poussé son parti à boycotter les élections, qualifiant "l'organisation d'élections locales anticipées et la convocation du corps électoral d'illégales".

DM



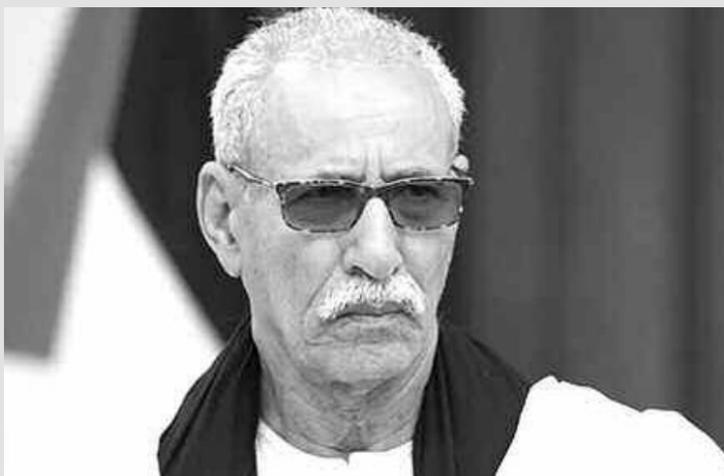
IN GUEZZAM

MISE EN SERVICE D'UNE NOUVELLE STATION DE TNT

■ Une nouvelle station de télédiffusion numérique terrestre (TNT) a été récemment mise en service dans la wilaya frontalière d'In Guezzam, dans le cadre d'une démarche d'élimination des zones d'ombre, indique un

communiqué du ministère de la Communication. "Dans le cadre de la stratégie d'élimination des zones d'ombre à travers le pays, une nouvelle station de télédiffusion numérique terrestre (TNT) 50x2 watt a été installée et mise

en service le 15 septembre courant dans la wilaya frontalière d'In Guezzam", a précisé le ministère. La mise en service de cette station permettra aux habitants d'In Guezzam de recevoir les programmes de TNT, ajoute-t-on de

APRÈS S'ÊTRE RÉTABLI DU CORONAVIRUS
LE PRÉSIDENT SAHRAOUI REPREND SES FONCTIONS

■ Le ministre de l'Information, porte-parole officiel du Gouvernement sahraoui, Hamada Selma Eddaf a annoncé que le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, retournera aux camps de réfugiés, pour reprendre ses fonctions, après un périple de soins suite à son infection par le Coronavirus, ajoutant que c'est là une occasion de réaffirmer la poursuite du combat et de l'accomplissement des missions

de lutte. "Le Président Brahim Ghali est arrivé hier, aux camps de réfugiés, pour reprendre ses fonctions après une période de soins et de convalescences suite à son infection par le Coronavirus", a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS) citant le ministre qui ajoute que le Président Ghali "retournera à son bureau en vue de poursuivre ses missions quotidiennes, estimant que c'est là une occasion de réaffirmer la poursuite du combat et l'accomplissement des missions de lutte".

RETOUR DU PUBLIC AUX
ENCEINTES SPORTIVES
LES COMPÉTITIONS
INTERNATIONALES NON
CONCERNÉES

■ Les compétitions internationales (qualifications du Mondial-2022 de football et Coupes africaines des clubs) prévues en Algérie, ne sont pas concernées par la récente décision du ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) de rouvrir au public l'accès aux stades et salles de sport, a annoncé hier le MJS. Cette précision émanant du ministère de la Jeunesse et sports est motivée par le fait que les compétitions internationales, prévues en Algérie, sont gérées par des instances internationales (FIFA et CAF) contrairement aux compétitions nationales, a souligné la même source. Par conséquent, les prochaines rencontres de l'équipe algérienne de football et celles des représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique et Coupe de la Confédération ne sont pas concernées par la décision de réouverture des enceintes sportives au public, et se dérouleront de facto à huis clos.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA EST MORT

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

L'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est éteint avant-hier à l'âge de 84 ans, a annoncé la présidence de la république dans un communiqué de presse.



L'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est décédé, dans la nuit vendredi à samedi des suites d'une longue maladie. Depuis son accident vasculaire cérébral en 2013, son état de santé n'a cessé de se dégrader. Sa mobilité a été réduite et il effectuait des apparitions de plus en plus rares.

Bouteflika a été évincé du pouvoir, le 2 avril 2019, suite à un mouvement populaire contre sa candidature à un 5ème mandat et appelant à un renouveau dans le pays. L'ex chef de l'état a fait face à plusieurs problèmes de santé depuis son élection. Il a été maintes fois hospitalisé entre 2005 et 2019, au Val-de-Grâce, à Grenoble ou encore à Genève.

Bouteflika avait succédé en 1999 à Liamine Zeroual pour être réélu à la magistrature suprême pour quatre mandats successifs, en dépit d'une santé fragile ayant marqué son troisième et quatrième mandat, suite un AVC en 2013.

Né le 2 mars 1937, Abdelaziz Bouteflika milite très tôt pour la cause nationale. Il achève ses études secondaires avant de rejoindre l'Armée de libération nationale (ALN) en 1956. Il est chargé d'une double mission de contrôleur général de la wilaya V en 1957 et 1958.

En 1960, officier de l'ALN, il est affecté

aux frontières sud du pays pour commander le "front du Mali" dont la création entraine dans le cadre des mesures visant à faire échec à l'entreprise de division du pays de la part de la puissance coloniale et à organiser l'acheminement des armes pour le compte des maquis de l'ALN à partir du sud, ce qui lui vaudra le nom de guerre de "Si Abdelkader El Mali". En 1962, il est député à l'Assemblée constituante et à 25 ans, il devient ministre de la Jeunesse, des Sports et du tourisme du premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Il est nommé, la même année, ministre des Affaires étrangères.

Reconduit dans les fonctions de ministre des Affaires étrangères, il anime jusqu'en 1979, l'action diplomatique de l'Algérie, sous la houlette de l'ancien président feu Houari Boumediene qui avait initié la politique de défense des pays du Tiers monde et le parachèvement des mouvements de libération.

Diplomate chevronné et reconnu, Bouteflika impulsera, pendant plus d'une décennie, la politique étrangère qui donnera à l'Algérie une notoriété au niveau international.

Elu à l'unanimité président de la 29ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974, Bouteflika

obtient la mise au banc des accusés, par la communauté internationale, du régime sud-africain pour sa politique de l'apartheid et fait admettre, malgré les oppositions, le leader de l'Organisation de libération de la Palestine, feu Yasser Arafat, qui prononcera un discours devant l'Assemblée générale.

A la mort du président Houari Boumediene, en 1978, il est contraint à un exil. De retour en Algérie en janvier 1987, il sera signataire de la "motion des 18" consécutive aux événements d'octobre 1988. En décembre 1998, il fait part de sa décision de se présenter, en tant que candidat indépendant à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1999. Il est élu président de la République le 15 avril 1999. Dès sa prise de fonctions, Bouteflika œuvrera pour le rétablissement de la paix et la stabilité dans le pays. Il engage le processus de concorde civile, consacré, le 16 septembre 1999, par un référendum qui recueille plus de 98% de suffrages favorables. Il fut à l'origine d'une politique dite de "réconciliation nationale" qui a conduit, en septembre 2005, et conformément à sa promesse électorale, à l'adoption par un référendum populaire, d'une charte de réconciliation nationale, plébiscitée par 80% des Algériens.

L'édito

■ Par Zahir Mehdaoui



Bouteflika s'en va presque dans l'anonymat

L'ancien président Abdelaziz Bouteflika a rendu l'âme avant-hier, à l'âge de 84 ans. Son règne, long de vingt années, ne laissera que de mauvais souvenirs chez les Algériens qui ont assisté, notamment à partir de 2013, à la putréfaction du pouvoir et la mainmise de la mafia-politico-financière sur la destinée du pays. Élu président en 1999 dans une élection où il est l'unique candidat après le retrait des autres concurrents, il va rapidement charmer de larges pans de la population par son art oratoire et ses projets généreux qui ont redonné au pays, pour un bref temps, le goût de vivre après les sombres années du terrorisme.

S'il avait quitté le pouvoir en 2014, il serait resté, malgré tout, dans la mémoire des Algériens comme l'homme de paix, de la concorde civile et de la réconciliation nationale. Mais attaché à son fauteuil et n'ayant d'oreilles que pour ses conseillers flatteurs, il se présentera en 2014 pour un quatrième mandat où il sera élu avec plus de 81% des voix, il prêterait serment d'une voix inaudible et sur un fauteuil roulant. Ce mandat de trop va lui ôter totalement l'estime populaire dont il est entouré et va plonger le pays dans une instabilité chronique dont nous payons le prix encore aujourd'hui !

Qui aurait cru que celui qui disait que « L'Algérie n'a connu qu'un seul grand homme : l'émir Abdelkader. Et moi je lui ressemble un peu » aura un destin aussi peu envieux. Du sauveur de 1999, il se transforme en 2019, en homme honni que son peuple et l'armée, qui lui avait fait appel vingt ans plus tôt, le chassent sans ménagement du pouvoir. Triste fin pour un homme que ses partisans destinaient au prix Nobel. S'il avait su négocier avec l'Histoire, il aurait dû quitter le pouvoir à la fin de son 3e mandat et n'aurait jamais permis à des forces extraconstitutionnelles et à l'argent sale de gérer le pays durant tout son 4e mandat. Que d'argent et de foncier dilapidés durant ce mandat qu'il a passé reclus, apathique et invisible. Que de décisions dangereuses pour la sécurité du pays, comme celle de la dissolution du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), ont été prises durant ce 4e mandat où les citoyens désorientés ne parlaient que de la mort du président et les ministres n'exerçaient leur mission que dotés de leur baguette magique : le cadre du président. De Ouajda où il est né en 1937 d'une famille tlemceniennne, Bouteflika a fait un long chemin auréolé de plusieurs succès. Mais son obstination à rester au pouvoir malgré son inaptitude à l'exercer, lui a réservé une fin peu honorable, pour un homme qui a été ministre des affaires étrangères à l'âge de 26 ans !

Z. M.

LES ALGÉRIENS S'APPRÊTENT À AFFRONTÉ UNE RENTRÉE SCOLAIRE PARTICULIÈREMENT DIFFICILE

Le moral au plus bas

Par Zacharie S Loutari

En ces temps particulièrement difficiles, et malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics pour en amortir les effets, beaucoup d'Algériens continuent d'avoir du mal à joindre les deux bouts.

Depuis pratiquement l'avènement de la crise sanitaire, de nombreux Algériens ont du mal à finir leurs mois à l'équilibre, que ce soit à cause de dépenses excessives ou, au contraire, de revenus trop faibles. La gestion de leur budget est devenue un vrai casse-tête chinois. En moyenne, les citoyens estiment qu'il leur manque 50 milles dinars tous les mois pour vivre confortablement, selon une étude réalisée à l'occasion. Les fins de mois difficiles ne sont pas l'apanage des bas salaires, car nombreux sont ceux parmi nos concitoyens qui se retrouvent en difficulté en raison du fait que leurs dépenses excèdent leurs revenus. Dans leur

majorité, les Algériens ont pris la mauvaise habitude de dépenser dispendieusement, adoptant un train de vie dont ils paient aujourd'hui les conséquences. La reprise économique vigoureuse suscitée par l'amélioration de la situation sanitaire risque d'être un trompe-l'œil, car si la réouverture de nombreuses entreprises a permis un redémarrage des embauches, les prix sont durablement orientés à la hausse. Les prix de la mercuriale ont atteint des records historiques, les affaires scolaires affichent déjà des prix choquants et ces tendances nourrissent le sentiment que tout augmente compliquant la vie de ceux qui sont déjà dans une situation fragile. En effet, la rentrée scolaire est déjà un casse-tête pour les familles ordinaires qui n'osent pas imaginer ce qui en est pour les familles à faibles revenus. Les listes scolaires sont très exhaustives et incluent souvent des quantités ou des couleurs spécifiques pour le matériel, une

préoccupation supplémentaire aux parents qui n'ont pas toujours les moyens de répondre à ces exigences. En réalité la rentrée scolaire de cette année 2021 ne ressemblera à aucune autre des années écoulées, car cette fois le budget à allouer à la scolarisation des enfants devrait être revu à la hausse, et ce ne sont pas seulement les prix des fournitures scolaires qui flambent, il y a aussi le coût des inscriptions et les autres frais annexes. Contrainte qui incontestablement fera que les familles pauvres seront obligées de se serrer toujours plus la ceinture, en diminuant le budget destiné à d'autres besoins telles que la nourriture, la santé, etc. Nombreux seront les travailleurs qui seront obligés d'avoir recours à des prêts afin de scolariser tant bien que mal leurs enfants. Les remboursements viendront ensuite grever les revenus des travailleurs les mois suivants. C'est le cercle infernal !

ESTIMATION ALÉATOIRE DES COÛTS ET DES DÉLAIS DE RÉALISATION

La réévaluation des projets entre 2005 et 2020 a coûté plus de 8900 milliards de dinars

Résultats d'incompétence ou fait prémédité, le lancement des projets sans en maîtriser les coûts et les délais de réalisation a occasionné des préjudices colossaux au trésor public.

Par Zacharie S Loutari

C'est le chiffre livré, jeudi, par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, qui répondait aux questions des députés de l'APN dans le cadre du débat du Plan d'action du Gouvernement, entre 2005 et 2020, la réévaluation des projets a coûté plus de 8900 milliards de dinars. A ce sujet, le chef du gouvernement a expliqué que la faiblesse d'évaluation des projets conduisant à la révision de leurs dotations et par conséquent au non-respect des délais de leur réalisation. Pour rappel, dans son rapport d'appréciation de la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2015, la Cour des comptes avait alerté que sur l'enveloppe consacrée aux projets d'investissement estimée à 3 615,072 milliards de dinars, 760,69 milliards de dinars avaient été alloués à la réévaluation des projets générant plusieurs facteurs dont l'écart entre le prix de soumission et celui fixé par les bureaux d'études, l'insuffisance du nombre de bureaux d'études ainsi que les avenants aux contenus des projets lors de leur réalisation. Fait inédit dans le monde cette réévaluation avait atteint les 100% du montant du projet, révélant l'ampleur des dilapidations faites des ressources financières. Une

année avant l'avènement du Hirak, soit en 2018, le budget d'équipement du ministère des Transports et des Travaux publics prévoyait, au titre des réévaluations, 12 milliards de dinars, environ 120 millions de dollars, pour les lots de travaux déjà achevés. La méga-mosquée a coûté non pas 1 milliard d'euros, mais beaucoup plus, en raison des retards accumulés à cause des différentes péripéties qu'a connues le projet avant sa réception ajournée à 2020. En sommes, les réévaluations onéreuses des coûts des projets avaient ciblé notamment les secteurs des travaux publics, des transports, de l'hydraulique et du bâtiment, et aucun secteur n'était en reste. Situation qui a amené les pouvoirs publics ont mis à contribution des textes réglementaires afin d'éviter au Trésor public et à l'Etat, de grandes dépenses suite à l'introduction de projets pas encore arrivés à maturation. Dans ce sens, le chef du gouvernement Aïmene Benabderrahmane a fait savoir que le volume des fonds colossaux dépensés pour la réévaluation des projets pas encore arrivés à maturation, faute de maîtrise des délais de réalisation, s'élevant à plus de 8908 milliards de DA entre 2005 et 2020, affirmant que dorénavant le gouvernement ne permettra point l'inscription de projets publics non soumis à



une étude de faisabilité opérationnelle et profonde. Dans cette même lancée, il a annoncé la numérisation des marchés publics à travers la création d'un portail électronique dédié à cet effet et ce avant la fin de l'année en cours,

indiquant que cette mesure s'inscrivait dans le cadre des procédures visant la rationalisation des dépenses et l'amélioration de la gestion de l'argent public. Il a souligné à cet effet que cette entreprise de numérisation des marchés s'inscrit

dans les priorités du gouvernement, précisant qu'elle est consacrée dans l'avant projet de loi fixant les règles générales des marchés publics qui sera présenté dans les plus brefs délais à l'APN.

Z. S. L.

FONDS DÉTOURNÉS ET RÈGLEMENT À L'AMIABLE Les explications de Aïmene Benabderrahmane



Par Zacharie S Loutari

En évoquant la question de la récupération des fonds détournés lors de la présentation du plan d'action du gouvernement qu'il dirige devant les membres de l'APN, Aïmene Benabderrahmane n'a pas réussi à faire que les débats ne glissent pas vers une houleuse polémique d'autant qu'en annonçant le renforcement du dispositif mis en place

pour la gestion des biens saisis, avec l'introduction de mesures particulières pour la gestion des sociétés objet de poursuites judiciaires, à savoir les entreprises dont les propriétaires sont condamnés ou poursuivis dans des affaires de corruption et soumises à la gestion des administrateurs judiciaires, le chef de l'état s'est montré évasif sur le fond du sujet. S'agit-il d'un arrangement

financier avec les accusés et remboursement du Trésor public en échange de la réduction des peines ?, rien de ce qui a été dit par le chef du gouvernement ne permettait en tout cas de l'écarter d'autant que dans les arguments défendus par Aïmene Benabderrahmane pas le moindre détail n'avait été donné quant au mode de règlement qui répond à la complexité de la restitution des biens détournés, notamment à l'étranger. Quoiqu'il en soit le chef du gouvernement n'a pas usé des mots qu'il faut pour éclaircir la démarche de l'état concernant cet épineux dossier et nombreux étaient les députés comme le sont une large frange de la société à douter sur cet accord à l'amiable pour éviter aux mafieux un procès civil leur permettant bientôt de retrouver tous le chemin de la liberté. Et même s'il tenait à rassurer en annonçant, par ailleurs, la détermination de l'état à poursuivre la lutte contre la corruption, le favoritisme et le népotisme, à travers, notamment, la refonte de la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption à l'effet de l'aggravation

des peines, pour les infractions de corruption, le chef du gouvernement n'a pas manqué d'embraser le débat. Tenace en dépit de tout, Aïmene Benabderrahmane voulant convaincre, s'en est allé pour affirmer qu'à brèves échéances, il sera procédé à la mise en place des dispositifs légaux relatifs à la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ainsi qu'au droit d'accès du citoyen à l'information en matière de lutte contre la corruption. Il a dans cette même lancée assuré que le gouvernement procédera à la révision du cadre législatif sur la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux, financement du terrorisme et à la finalisation du projet de loi relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, afin de favoriser le règlement à l'amiable au traitement pénal pour le remboursement des capacités financières de l'Etat. Pour le chef du Gouvernement l'impératif dans cet axe serait d'ouvrir à l'enracinement des

valeurs d'éthique et à la rénovation du cadre juridique applicable aux agents publics, réitérant que le gouvernement qu'il dirige œuvrera à la mise en place d'un dispositif juridique permettant de prévenir les conflits d'intérêts dans la vie publique. A ce titre, le chef du gouvernement a promis qu'il veillera au développement de nouveaux mécanismes de prévention et de contrôle, afin d'assurer l'intégrité des agents publics et la bonne gestion des deniers de l'Etat. Aïmene Benabderrahmane a également plaidé en faveur de l'établissement d'une relation entre le citoyen et l'Etat, fondée sur les principes de la responsabilité et le devoir de redevabilité. En ce sens, le premier ministre a énergiquement défendu la mise en place de la charte d'éthique et de déontologie des agents publics ainsi qu'un cadre réglementaire, relatif à la mobilité du personnel d'encadrement, afin de bannir l'immobilité des responsables, qui constitue un risque de dérives et d'abus, a-t-il argumenté.

Z. S. L.

UNE FRANCHE CRISE FINANCIÈRE LA RATTRAPE

Air Algérie plane au plus bas

Manque de fonds, concurrence rude, baisse du trafic aérien... Air Algérie traverse actuellement une crise multidimensionnelle, alors que son cri de détresse envers les pouvoirs publics ne semble pas avoir la réponse espérée.

Une fois encore l'entreprise publique Air Algérie lance un cri de secours vers les pouvoirs officiels, demandant une aide financière auprès du Trésor public, vu la crise aigüe qui s'est étendue au sein de cette compagnie aérienne depuis le début de la prolifération de la crise sanitaire due à la Covid-19 en mars 2020.

Ceci dit, alors que du côté du ministère des transports il a été souligné la nécessité de mettre en place des plans de développement pour le court, le moyen et le long terme au niveau de la société aérienne, alliant le tout avec des objectifs réalisables dans des délais bien définis. Tout en soulignant que l'entreprise publique devra compter sur ses propres moyens, passant par l'exploitation des opportunités internes qui s'offrent à elle afin de mettre en exécution les plans de progression. Les difficultés financières d'Air Algérie se résument essentiellement dans le manque de fonds pour l'entretien de la flotte, mais surtout dans l'absence de capitaux qui permettront le remboursement de pas moins d'un million de clients qui n'ont pas été transportés

pendant la crise sanitaire et dont les billets pendent toujours sur le passif de la société nationale. Sans oublier de citer le besoin inhérent de la société en capitaux afin de satisfaire une énorme masse salariale envers pas moins de 8 600 travailleurs. Alors qu'au milieu de tout cela le nombre de vols effectués par Air Algérie avant les temps de pandémie s'élevait à pas moins de 250 liaisons aériennes nationales ou internationales un chiffre revu à la baisse sur un taux de 93% qui s'avère actuellement comme étant un manque à gagner pour la flotte aérienne nationale, où ne sont effectués de nos jours que 32 vols nationaux ou internationaux par semaine, dont une vingtaine vers les aéroports français. Au milieu de tout ce désarroi il est annoncé que la flotte d'Air Algérie n'a pu transporter en 2020 que 1.2 million de voyageurs alors que le chiffre était de pas moins de 6,8 million en 2018. Des statistiques qui démontrent l'ampleur de la crise qui n'est pas des moindres, alors que l'entreprise est appelée à revoir ses plans de gestion et de management de la part des pouvoirs



publics. Ceci au moment où la concurrence avec les autres compagnies aériennes peut s'annoncer rude pour Air Algérie, puisque d'autres flottes arrivent dans le ciel Algérien en attendant davantage. Transavia,

ASL Airlines...en plus d'Air France et bien d'autres, veulent bien leur part du marché dans le cadre de l'application de la règle de réciprocité avec les pays desservis par les avions algériens. En plus de toutes ces

données il faut compter que le gouvernement compte ouvrir l'exploitation aérienne aux capitaux privés, qu'advient-il donc d'Air Algérie au milieu de cette nouvelle donne à plusieurs inconnues ?

BASÉ À 30% DE LA FISCALITÉ PÉTROLIÈRE

Le budget de l'Etat suffit largement pour financer le plan d'action du gouvernement



Par Zacharie S Loutari

Le financement du plan d'action du gouvernement débattu jeudi à l'APN se base sur de nouveaux modes de budgétisation sensés réduire la dépendance aux recettes pétrolières. C'est ce qu'avait affirmé, le premier ministre Aïmene Benabderrahmane précisant que parmi ces nouveaux modes, figure principalement le recours au marché financier par la relance de la bourse, la promotion du rôle des banques dans l'accompagnement et le soutien des investissements et des entreprises, outre l'ouverture des capitaux des banques publiques, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques en vue de créer des postes d'emploi.

D'après les explications livrées par le

premier ministre, le financement bancaire demeure, à ce jour, le mode le plus répandu « en termes de financement de l'économie nationale, signalant que l'encours de la dette octroyée par les banques au 30 juin s'établit à 10.387 mds DA, dont 5.065 mds DA octroyés au secteur privé (soit 49%).

En sommes; les crédits d'investissement représentent 71% des engagements généraux des banques avec un total de 7.410 mds DA alors que le budget de l'état prévu pour le financement du plan d'action du gouvernement est désormais basé à 30% sur la fiscalité pétrolière et à 70% sur la fiscalité ordinaire.

Le chef du gouvernement a rassuré que le staff qu'il dirige ne lésinera pas sur les moyens à mettre en œuvre pour stabiliser la conjoncture et favoriser la croissance et le développement équilibré sur le long terme. Il a par ailleurs indiqué la priorité qu'il accorde au processus de stabilisation économique à court terme et ce en modérant les conséquences préjudiciables d'une croissance mal maîtrisée ayant drainé le phénomène inflationniste qui risque de peser sur la stabilité globale du pays

Sur long termes, le chef du gouvernement a évoqué la politique structurelle qu'il ambitionne de faire réussir afin de mettre en place des mécanismes qui assurent durablement la croissance et la compétitivité de l'économie nationale, notamment pour améliorer le fonctionnement du marché national en renforçant la concurrence par la dérégulation et par la mise en place d'autorités indépendantes de régulation.

Il importe de préciser que le budget de l'Etat regroupe l'ensemble des recettes

et des dépenses de la nation, il est géré par le Trésor Public qui joue le rôle d'agent comptable de l'Etat. Bien que les impôts destinés à l'Etat représentent moins de la moitié des prélèvements obligatoires, l'ensemble de ces prélèvements; à savoir, les impôts nationaux et locaux, les cotisations sociales...

En termes de chiffres; Les recettes du budget de l'Etat sont d'origine fiscale à 96% provenant essentiellement de la TVA (50,5%), puis de l'IRG (31%) et de l'IS (17%), quant aux recettes non fiscales, celles-ci proviennent des dividendes, des participations, des amendes et autres. Au total, le budget de l'Etat était jusque-là basé à 30% sur la fiscalité pétrolière et à 70% sur la fiscalité ordinaire et la part du secteur pétrolier en termes de recettes en devise oscillent entre 96 et 97% de la fiscalité pétrolière qui représente 30% du budget de l'Etat. Concernant le niveau de la liquidité bancaire, celle-ci se situait au 15 septembre 2021 à 1 296 milliards de Dinars, niveau supérieur à celui enregistré durant la période pré-Covid19, sachant qu'il existe une différence de poids entre la notion de liquidité bancaire qui apparaît dans la situation monétaire mensuelle de la Banque d'Algérie, et la liquidité à laquelle font appel les agents économiques et les ménages.

Pour ce qui est de la liquidité à laquelle font appel les agents économiques et les ménages, utilisée en tant qu'instrument de paiement, cette dernière correspond à la liquidité fiduciaire en tant que somme des billets de banque et pièces métalliques émis par la Banque d'Algérie et en circulation dans l'économie.

Z. S. L.

AVEC UNE CAPACITÉ DE PRODUCTION DE 10 000 M3/J,

LA STATION DE DESSALEMENT D'AIN BENIANENTRE EN SERVICE

Le Ministre des Ressources en Eau et de la Sécurité Hydrique Karim Hasni, accompagné de Monsieur Youcef Cherfa le Wali d'Alger, en présence de Lyes Mihoubi, Directeur Général de SEAAL, a inauguré la mise en service de la station de dessalement de Ain Benian avec une capacité de production de 10 000 m3/j, a indiqué, hier, l'entreprise SEAAL dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Cette station permettra de renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Ain Benian, Hammamet et doter également l'ensemble de la chaîne côtière en amont (Zéralda, Mahelma, Staoueli, Ville Nouvelle de Sidi Abdellah et Souidania en partie).

La mise en service de cette station fait partie du plan d'urgence d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la wilaya d'Alger, selon la même source. En plus de cette station, une autre sera mise en service prochainement au niveau de Zéralda, d'une capacité de production de 10 000 m3 pour renforcer l'alimentation des communes de Zéralda, Mahelma et Rahmania et celle de Palm Beach avec une capacité de 7 500 m3 pour les localités de Sidi Fredj, Palm Beach, Moretti et Bridja, précise SEAAL.

D. M.

AIR ALGÉRIE

Vers le lancement d'un plan de développement

La Compagnie aérienne nationale Air Algérie compte lancer un plan de développement 2021-2025 pour renforcer sa position sur le marché algérien et occuper une place de prestige sur le marché aérien mondial, particulièrement dans l'espace africain, a indiqué un communiqué du ministère des Transports.



Selon le chargé de communication de cette institution, le sous-lieutenant Hocine Bouchachia, plus de 200 agents de la protection civile de Boumerdes et d'autres wilayas ont réussi après "d'intenses efforts" à maîtriser les grands foyers d'incendies, tandis que les petits foyers sont sous surveillance et font l'objet de patrouilles d'inspections pour s'assurer de leur extinction, a-t-il indiqué.

Le même responsable a fait part de quelque 44 cas d'étouffement, par la fumée des incendies, dont cinq agents de la protection civile, sans pour autant constituer un danger pour leur vie. Ces

personnes ont été prises en charge avant leur transfert vers les centres de santé et les hôpitaux les plus proches, a-t-il dit. Dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection dans les régions touchées par ces incendies, le wali Yahia Yahiatene a signalé qu' "une opération est en cours dans les zones brûlées afin d'y recenser les dégâts enregistrés et les familles victimes de ces feux en perspective de leur indemnisation dans les plus brefs délais".

A ce propos, une commission multisecto-

rielle, en charge de cette tâche, a été installée, mercredi matin et a, aussitôt, entamé sa mission, a indiqué le wali. Il a rassuré qu' "aucune perte en vies humaines n'a été enregistrée suite à ces incendies", soulignant quelques cas d'étouffements dus aux fumées inhalées, et qui ont été vite pris en charge.

Pour les dégâts matériels, le wali a relevé qu'ils "ne sont pas énormes", et qu'il s'agit de la perte de quelques récoltes, arbres fruitiers et têtes de bétail qui ont péri suite à ces feux. Concernant les

coups de courant électrique enregistrés dans certaines régions, suite à ces mêmes incendies, une source de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya a indiqué, à l'APS, que sept transformateurs électriques ont cessé de fonctionner. En outre, une dizaine de kilomètres de câbles électriques de basse tension et de trois autres kilomètres de câbles de moyenne tension ont été également endommagés

F.D./agences

ESPAGNE

Accord sur une nouvelle hausse du salaire minimum

Le gouvernement de gauche espagnol et les syndicats ont scellé jeudi soir un accord sur une légère hausse du salaire minimum après plusieurs jours de négociations tendues, ont-ils annoncé dans un communiqué.

"La hausse de 15 euros par mois (environ 1,6%) s'appliquera (rétroactivement) à partir du 1er septembre 2021", ont indiqué le ministère et les syndicats CCOO et UGT dans un communiqué commun. Cet accord, qui porte le salaire minimum à 1.125 euros mensuels bruts sur douze mois, n'a en revanche pas été souscrit par le patronat qui considérait qu'une nouvelle hausse du salaire minimum pouvait saper la reprise. Cette hausse de 15 euros avait initialement été jugée insuffisante par les syndicats, sur fond d'accélération de l'inflation et de prix record de l'électricité.

Mais ils ont finalement décidé de l'accepter après avoir convenu avec le gouvernement que de nouvelles hausses auraient lieu en 2022 et en 2023 afin de tenir l'objectif de porter le salaire minimum à 60% du salaire moyen d'ici la fin de la législature en 2023.

En 2019, le gouvernement de M. Sanchez avait déjà augmenté le salaire minimum de 22%, à 1.050 euros bruts. Cette revalorisation avait été suivie d'une seconde hausse de 5,5% en janvier 2020.

Ces hausses, les plus importantes depuis des décennies, sont destinées à hisser le salaire minimum espagnol - jusqu'alors très faible - au niveau de celui de ses voisins européens.

SITUATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

2.790 milliards de DA dépensés depuis 1991



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a évoqué dans le cadre du débat sur le Plan d'action du gouvernement, adopté, jeudi par l'Assemblée populaire nationale (APN), la situation « difficile » des entreprises publiques nationales.

Dans ses réponses aux questions des députés de l'APN, le premier ministre a déclaré qu' "en dépit du soutien de l'Etat à ces entreprises, celles-ci sont restées dans une situation difficile" et l'enveloppe financière affectée à leur assainissement depuis 1991 jusqu'au 30 juin 2021

s'élève à près de 2790 milliards de DA.

Il a été décidé, à cet effet, de revoir la gouvernance de ces entreprises et les modalités de leur gestion, en les soumettant à des contrats de performance stricte pour qu'elles soient l'une des piliers "importants" pour la relance économique, a-t-il dit. Il est inconcevable de voir l'aspect commercial et productif d'une entreprise économique composé de 600 travailleurs, alors que celui administratif est de 1000 travailleurs, a relevé le Premier ministre. Le gouvernement œuvre à récupérer les poten-

tialités des entreprises publiques économiques, a ajouté le Premier ministre, faisant état d'un recensement national des différentes entreprises qui se trouvent en état de fermeture ou de stagnation.

Entre autres ces entreprises, le Premier ministre a cité la société "ALZINC" de Gha-zaouet, le complexe de papier à Saida, l'usine de levure à Bouchegouf, l'usine de marbre à Guelma, l'usine de verre à Tébessa, la société africaine de verre à Taher, l'usine de céramique sanitaire à Médéa et l'usine de cuirs à Sig, lesquelles constituaient

"la fleur du tissu industriel de l'économie nationale".

Le Premier ministre a indiqué que "certaines parties n'ont pas saisi l'occasion comme il se doit et se sont dirigées vers l'importation, ce qui nous a fait perdre des milliers d'emplois et la fermeture de centaines d'entreprises. Il est grand temps de récupérer ces entreprises et d'en faire un moyen de création de richesses et d'emplois". Concernant le soutien au développement dans les régions érigées récemment en wilayas, M. Benabderrahmane a indiqué que le Gouvernement avait pris en charge cette préoccupation, par une série de mesures urgentes et des affectations financières déterminées après définition des besoins et évaluation de l'incidence financière dans le cadre d'une commission interministérielle.

Les opérations au titre de l'année 2021 seront enregistrées concernant la réhabilitation des infrastructures, avec une enveloppe financière de 3,4 milliards de dinars, parallèlement au dégel des opérations inscrites au profit de la wilaya mère et relative à l'examen de la réalisation des infrastructures et logements au niveau de ces nouvelles wilayas.

Meriem.D

PROJET "SAFFRONFOOD"

Une trentaine de safranières ciblées à travers le territoire national

Une trentaine de safranières réparties sur plusieurs wilayas du territoire nationale, sont ciblées par le projet Prima "Saffronfood" qui vise à promouvoir la production de safran biologique à travers six pays, dont l'Algérie, ont annoncé, avant-hier, les concernés.

Selon le responsable de la communication à l'Association nationale des producteurs de Safran (ANPS), Amir Beladel, le projet "Saffronfood", coordonné par l'Espagne et lancé cette année à travers six pays qui sont l'Algérie, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal, vise à améliorer quantitativement et qualitativement la production du Safran Biologique, grâce à l'apport de la science.

Une trentaine de safranières biologiques, membres de l'ANPS, réparties sur le territoire national (Nord, Est, Ouest et Sud), à raison d'une à deux safranières par wilaya, et de 17 pour Tizi-Ouzou, région montagneuse qui, de par son relief, dispose de plusieurs microclimats (différentes altitudes, mer), participent à ce projet, a-t-on ajouté de même source.

Dans le cadre de ce projet, il a été procédé, jeudi dernier, à l'installation d'un système d'irrigation intelligent conçu par le Centre de recherche scientifiques et Technique sur les Régions Arides (CRSTRA) de Biskra, au niveau de la safranière-pilote de M. Beladel, sise au

village El Ainsar dans la localité de Draa El Mizan, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris de ce safranier.

Ce système d'irrigation intelligent, breveté par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieure et de la recherche scientifique, permet d'obtenir des paramètres climatiques en calculant, entre autres, le taux d'humidité au sol, la température de l'air et la lumière. Dotés d'électrovannes il va gérer le système du goutte à goutte pour irriguer la parcelle, a expliqué M. Beladel.

Selon ce même producteur, 9 autres safranières de Tizi-Ouzou vont bénéficier d'enregistreurs de paramètres climatiques pour obtenir les données de chaque région, qui seront transmises directement au CRSTRA, pour étude.

Pour les 7 safranières restantes (sur les 17 de la Tizi-Ouzou qui participent au projet) il sera procédé à des analyses du sol et du safran produit, gratuitement, pour connaître la qualité et décider si les cultivateurs doi-



vent améliorer leur production, a-t-il indiqué.

Chaque wilaya participante va bénéficier d'un projet de recherche du CRSTRA, selon M. Beladel, qui a observé que Saffronfood travaille aussi sur d'autres volets plus techniques, à but médicinal, culinaire et cosmétique, en s'intéressant, notamment, aux produits dérivés et aux composants volatiles du safran. "Cette démarche permettra d'avoir des données précises sur le comportement des safranières, en fonction du climat et à partir desquelles on

pourra améliorer la culture du Safran, le but étant d'augmenter le rendement et la qualité des safranières, tout en restant dans la culture biologique, et de connaître les terres les plus adéquates pour cultiver l'or rouge " a-t-il signalé.

"Il s'agit d'un travail à long terme avec des appuis scientifiques et une collaboration internationale pour produire un safran biologique qui est très rare et le plus demandé sur le marché mondial et qu'on veut développer en Algérie ", a-t-il précisé.

BECHAR VASTE OPÉRATION DE RECHERCHES POUR RETROUVER UN ENFANT DE 4 ANS DISPARU

■ Une vaste opération de recherches pour retrouver un enfant âgé de 4 ans, disparu depuis jeudi en début soirée à proximité d'un oued et d'un canal d'évacuation des eaux usées est lancée depuis avant-hier matin par les éléments d'intervention et de secours de la protection civile au sud de la commune de Bechar, a déclaré le responsable de la cellule de communication de la direction locale de ce corps.

"Suite à un appel des services de sécurité, faisant état de la disparition d'un enfant âgé de 4 années, nous avons dépêché une équipe de recherches et de secours pour entamer des opérations de recherches et de ratissage de toute la zone de l'oued et du canal des eaux usées, situés à cote de l'habitat familial de ce disparu au quartier de Bechar-Djedid au sud de la commune de Bechar et ce pour le retrouver", a précisé à l'APS le sous-lieutenant Baali Abou Bakr Sedik.

Des moyens logistiques conséquents sont actuellement mis en place au profit de nos éléments, pour de retrouver cet enfant qui a apparemment échappé à la vigilance de sa famille, a fait savoir le même officier de la protection civile.

ECHAUFFOURÉE
À TISSEMSILT

7 ARRESTATIONS ET 4 BLESSÉS PAR ARMES BLANCHES



■ Les éléments de la sûreté de la wilaya de Tissemsilt ont procédé à l'arrestation de sept individus impliqués dans une affaire d'échauffourée sur la voie publique ayant fait quatre blessés par armes blanches, a indiqué avant-hier ce corps constitué. Un communiqué de la sûreté de wilaya a annoncé l'arrestation, cette semaine, de sept personnes impliquées dans une affaire d'échauffourée sur la voie public ayant fait quatre blessés par armes blanches qui ont été pris en charge au niveau des UMC de l'établissement hospitalier du chef-lieu de la wilaya. Les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la république du tribunal de Tissemsilt qui a ordonné leur mise en détention, a-t-on ajouté de même source.

BNA

Inauguration de la 1ère agence de la finance islamique à Hussein Dey



La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré, jeudi, l'Agence d'Hussein Dey "635", la première dédiée exclusivement aux services de la finance islamique.

La Directrice de l'Agence d'Hussein Dey de la finance islamique, Mounia Mansour a précisé que l'agence d'Hussein Dey disposait d'un guichet islamique et a été convertie, aujourd'hui, en une agence dédiée exclusivement à cette activité.

Dans ce cadre, Amina Athamnia, chef de service de la Finance islamique à la BNA a annoncé que d'autres agences dédiées à la finance islamique seront ouvertes dans les prochains mois.

La BNA est la première banque publique à avoir lancé la finance islamique en date du 4 août 2020, en offrant des produits conformes à la charia à travers 64 guichets existant au niveau de ses agences à travers les différentes régions du pays. La responsable a annoncé des projets

portant création d'agences similaires à celle d'Hussein Dey à travers tout le territoire national pour assurer des services dédiés exclusivement à la finance islamique.

UN NOUVEAU PRODUIT POUR L'ACQUISITION DE LOGEMENT

En marge de l'inauguration de cette agence, la BNA a lancé un nouveau produit "Ijara Akaria Tamlikia" qui permet au client de devenir le propriétaire de biens immobiliers à usage d'habitation, moyennant le paiement d'un montant de location sur une période n'excédant pas 30 ans. Dans ce contexte, Mme Athamnia a souligné la volonté de la banque d'enrichir sa stratégie commerciale en fonction des besoins et aspirations des citoyens, affirmant que la banque disposait d'une offre riche et diversifiée constituée de formules de financement et de comptes d'épargne destinés aux particuliers, aux profession-

nels et aux entreprises.

Neuf produits conformes à la Charia ont été étendus à tous les guichets répartis sur tout le territoire national, depuis le lancement de la finance islamique, précise la même source indiquant que cette démarche s'inscrivait dans le cadre des objectifs de la banque visant à renforcer sa stratégie commerciale, à drainer les fonds dont disposent les particuliers et les familles et à enrichir les produits existants tels que les produits de financement pour les commerçants, les professions libérales et les particuliers, tout en encourageant les produits d'épargne non usuraires.

Pour sa part, Dr Kamel Bouzidi, membre de l'instance charaïque de la BNA, ayant assisté à la cérémonie d'inauguration de cette agence, a précisé que la généralisation des agences bancaires autonomes adoptant la finance islamique pourrait inciter les citoyens à aller vers ces produits et services ne s'opposant pas aux dispositions de la charia, conformément aux fatwas de savants locaux et internationaux. L'inauguration de cette agence à Hussein Dey s'est déroulée sous la supervision du Directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou, qui était accompagné du président du conseil d'administration, Mohamed Belkassi et de nombre de cadres de la banque. Ont été également présents à cette cérémonie le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers, Rachid Belaid, en plus de chouyoukh, membres de l'instance charaïque de la BNA.

Chronologie d'un

Après avoir exercé l'un des plus longs mandats, soit vingt ans à la tête de l'État, Abdelaziz Bouteflika, s'est éteint avant-hier soir, à l'âge de 84 ans, deux ans après sa démission le 2 avril 2019 sous la pression de la rue et de l'armée, suite au rejet de sa candidature à un 5ème mandat par des millions d'Algériens sortis dans la rue.

Abdelaziz Bouteflika avait succédé en 1999 à Liamine Zeroul pour être réélu à la magistrature suprême pour trois mandats successifs, en dépit d'une santé fragile ayant marqué son troisième et quatrième mandat, suite un AVC en 2013. Né le 2 mars 1937 à Oujda (Maroc), dans une famille originaire de la région de Tlemcen (nord-ouest), Bouteflika rejoint dès 19 ans l'Armée de libération nationale (ALN) qui combat l'armée coloniale française.

À l'indépendance en 1962, il devient à 25 ans ministre des Sports et du Tourisme, avant d'hériter un an plus tard du portefeuille convoité de la diplomatie, qu'il conserve jusqu'en 1979, une époque où l'Algérie s'affiche en leader du "tiers-monde".

En 1965, il soutient le coup d'État de Houari Boumediène, alors ministre de la Défense, qui s'empare du pouvoir en déposant le président Ahmed Ben Bella. S'affirmant comme le dauphin de Boumediène - "le père qu'il n'a pas eu", dira ce dernier -, qui décède en 1978, il est pourtant écarté



de la succession par l'armée puis de la scène politique sur fond d'accusations de malversations. Il s'exile à Dubaï puis à Genève.

C'est pourtant l'armée qui l'impose en 1999 comme candidat à la présidentielle. Plus de 35 ans après son premier poste ministériel, Abdelaziz Bouteflika accède à la tête de l'Algérie, auréolé d'une image de sauveur dans un pays déchiré par une guerre civile.

"Je suis l'Algérie tout entière", lance-t-il en arrivant au pouvoir. Sa priorité : rétablir la paix en Algérie, plongée dans une guerre sans nom depuis 1992 contre une guérilla islamiste (quelque 200 000 morts en dix ans, officiellement). Deux lois d'amnistie, en 1999 et 2005, convainquent nombre d'islamistes de déposer les armes.

DÉCENNIE NOIRE ET OPTIQUE DE RÉCONCILIATION NATIONALE

Les deux premiers mandats du président Bouteflika sont marqués par la promesse de mettre fin à la discorde et pense qu'il faut tourner la page du terrorisme coûte que coûte pour assurer le retour à la paix après une longue et terrible « guerre civile » connue sous le nom de la « décennie noire ». En septembre 1999, la loi de la « concorde civile » est votée et approuvée par référendum. Elle prévoit une amnistie partielle des islamistes armés. Les maquis se vident et plus de 6 000 hommes déposent les armes. Dans une optique de réconciliation nationale, il met en place des aides pour les familles de victimes de l'islamisme et libère les membres emprisonnés du Front islamique du salut (FIS).

En 2005, nommé président d'honneur du FLN par le 8e congrès du parti, Bouteflika convoque un référendum pour faire adopter un ensemble de mesures dont le but est de « restaurer la paix civile en Algérie ». Il propose ainsi de reconnaître le droit à des réparations aux familles de disparus, d'accorder une forme d'amnistie pour les membres de groupes armés non coupables de massacres, de viols et d'attentats à la bombe et de créer une aide pour les veuves et orphelins de membres de groupes armés tués.

L'article 46 de l'ordonnance d'application prévoit une peine de prison de 3 à 5 ans pour « quiconque qui, par ses déclarations, écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale, pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'État, nuire à l'honorabilité de ses agents qui l'ont dignement servi, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international. »

L'INTRIGUE

Au début des années 2000, de violentes émeutes ont éclaté en Kabylie. Malgré cela, il est réélu dès le premier tour en 2004, avec près de 84 % des voix. Trois des cinq autres candidats dénoncent une fraude "à tous les niveaux". Dès le début de son deuxième mandat, Bouteflika ordonne l'arrestation du directeur du quotidien Le Matin pour la publication de "Bouteflika, histoire d'une imposture". Mohamed Benchicou y dresse le portrait d'un président "défaillant et sans envergure, intrigant, coupé de son époque, inapte à l'écoute, dépassé par ses charges".

En octobre 2008, le Parlement adopte à une écrasante majorité une réforme constitutionnelle qui supprime la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels. Ce vote ouvre la voie à un troisième mandat de Bouteflika, réélu avec plus de 90 % des voix le 10 avril 2009.



Le 15 avril 2011, alors que des manifestations ont lieu depuis plusieurs semaines dans un contexte de réformes constitutionnelles dans le monde arabe, il est remplacé à la place d'une commission de révision de la Constitution, une révision de la loi sur les partis politiques et de la formation. Ces annonces de réformes novatrices ne convainquent pas pendant et la société civile reste mécontente. L'année 2015 est marquée par la démission de hauts gradés militaires à la retraite Hocine Benhaboudja (région militaire du Sud) et le général Abdelkader Aït Ouahmane (lutte antiterroriste), ainsi que la démission du général Toufik. La pression pour la volonté d'Abdelaziz Bouteflika de rester au pouvoir en 1999, de s'affirmer comme le seul capable de restaurer la paix nationale. Il dissout le DRAP et crée un nouvel organisme, le Département de la Sécurité et de Sécurité (DSS), pour assurer la présidence.

TRIBALISATION

Depuis l'arrivée de Bouteflika, une partie des ministères ont été remplacés par des hommes originaires de la région de Kabylie (Chakib Khelil, Nour-Eddine Merrouche, Djamel Ould Abbès, et Mohamed El Ghannouchi). Jusqu'à la fin des années 2000, il a dénombré dans ses gouvernements pas moins de douze ministères originaires de Tlemcen ou de la région de l'ouest même pour les autres institutions (Nation, Conseil constitutionnel, télévision publique). Dans un discours en date de septembre 2009, Mohamed El Ghannouchi, l'ex-ambassadeur aux États-Unis, Pearce mettait en exergue la lutte pour le pouvoir au profit d'une

LIBERTÉ DE LA PRESSE

La presse écrite se trouvait sous la censure de journalistes en Algérie. Mohamed Benchicou, directeur de la presse, condamné en juin 2004 pour avoir critiqué le pouvoir. Quelques mois auparavant

règne sans partage

ue des émeutes et mani-
s plusieurs mois en Algé-
protestations et révolu-
oe, il annonce la mise en
chargée de modifier la
n de la loi électorale, de
iques et du code de l'in-
s jugées tardives et peu
ent pas la presse indé-
vile.

uée par l'arrestation de
nti-Bouteflika, le général
hadid (ancien chef de la
d-Ouest) et le général-
arabi (ancien chef de la
si que la mise en retraite
presse rappelle alors la
eflika, lorsqu'il arriva au
franchir du pouvoir mili-
puissance du poste prési-
S et le remplace par un
partement de surveillan-
placé sous tutelle de la

DU POUVOIR

eflika au pouvoir, la plu-
été confiés à des per-
même région que le pré-
oureddine Yazid Zerhou-
c.).

s 2000, on pouvait ainsi
ouvernements successifs
nistres, sur une trentaine,
ses environs. Il y va de
stitutions (Conseil de la
cionnel, police nationale,
as un câble diplomatique
008 et révélé par Wiki-
américain à Alger David
e cette tribalisation du
eule région.

ESSE

re fragilisée avec l'arres-
2004, parmi eux Mohar-
r du quotidien Le Matin,
à une peine de prison.
nt, ce dernier publie un



livre dans lequel il brosse un portrait critique du président, Bouteflika : Une imposture algérienne. En 2007, Mohamed Benchicou écrit un autre livre après sa sortie de prison qui est intitulé Les geôles d'Alger. Bouteflika est vivement critiqué par l'association Reporters sans frontières qui l'accuse de tenter de mettre au pas la presse privée du pays.

Bouteflika promettait en 1999 de respecter la liberté de la presse. Mohamed Tamalt, 42 ans, qui menait une grève de la faim pour protester contre sa condamnation à deux ans de prison pour « offense au président de la République » et « outrage à un corps constitué » meurt le 11 décembre 2016, après trois mois passés dans le coma. L'Algérie est classé à la 129e place (sur 180) au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2016.

CORRUPTION

L'Algérie connaît sous l'ère Bouteflika non seulement une explosion d'affaires de grande corruption (Khalifa, Sonatrach, autoroute est-ouest...) mais aussi une totale absence de volonté politique du pouvoir à lutter contre la corruption. Elle est depuis 2003 classée parmi les pays les plus corrompus du monde dans le classement de Transparency International. La corruption est, selon cette ONGI, un instrument du pouvoir, et de pouvoir, pour se maintenir en place quel qu'en soit le prix, tout en favorisant une totale impunité pour les puissants et en écrasant tout contre-pouvoir au sein de la société.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : ENTRE CHÔMAGE ET ÉPUISEMENT DE PÉTROLE

À partir de 1999, l'Algérie profite d'une conjoncture économique très favorable due à la hausse du prix du pétrole. L'État mène alors une politique de grands travaux. Peuvent être cités la construction du métro d'Alger, d'un nouvel aéroport à Alger, les projets urbains de circulation dans les métropoles, l'autoroute est-ouest, ainsi que le

parc immobilier qui connaît un boom sans précédent. Cette stratégie de grands travaux semble relancer l'économie, mais certains observateurs restent méfiants quant à cette politique qui n'encourage pas l'entrepreneuriat privé. Le pays est devenu un immense chantier de construction : ainsi plusieurs entreprises étrangères s'y installent dans l'espoir d'être mandatées dans le cadre du programme économique de 150 milliards de dollars qui vise la création d'un million de logements pour la période de 2004 à 2009 ainsi que la construction, pour un investissement de 16 milliards de dollars, de l'autoroute est-ouest pour fin 2010.

Alors que le pays est un des plus jeunes du monde, le chômage frôle les 20 % et les réserves de pétrole s'épuisent.

MULTIPLES HOSPITALISATIONS

L'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika fait régulièrement l'objet de spéculations dans les médias algériens et internationaux. Entre 2005 et 2019, il est plusieurs fois hospitalisé en France et en Suisse, notamment au Val-de-Grâce, à Grenoble et à Genève.

Le 26 novembre 2005, il est admis au Val-de-Grâce, officiellement pour être opéré d'un ulcère de l'estomac. Comme pour chacune de ses hospitalisations ultérieures, les informations communiquées sont très rares et l'état du président de la République fait l'objet de spéculations dans l'opinion et la presse. Un cancer de l'estomac est notamment évoqué (cette hypothèse sera plus tard corroborée par les révélations de télégrammes de la diplomatie américaine par WikiLeaks). Abdelaziz Bouteflika rentre finalement en Algérie le 31 décembre 2005.

Alors qu'il subit par la suite régulièrement des « examens médicaux périodiques », il est hospitalisé sous pseudonyme aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) en février et mars 2019 pendant deux semaines, soit une période plus importante que d'habitude, ce qui l'empêche de déposer lui-même sa candidature à l'élection présidentielle de 2019, ce qu'exige pourtant la loi.

LE MANDAT DE TROP

À partir du milieu des années 2000, sa santé défaillante suscite les interrogations de plusieurs médias algériens sur sa capacité à diriger le pays. En 2011, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, évoque la nécessité « d'aller vers la relève ». Le 8 mai 2012, à Sétif, Abdelaziz Bouteflika prononce son dernier discours public.

Depuis ses problèmes de santé de 2013, l'état de santé du président algérien est jugé très préoccupant. Donné plusieurs fois pour mort, il vit depuis dans une résidence d'État médicalisée à Zéralda, et se déplace uniquement dans un fauteuil roulant notamment équipé d'un défibrillateur, et est atteint d'aphasie. Il ne peut faire campagne en 2014, prenant simplement la parole de façon très brève afin de remercier les électeurs lui ayant accordé un quatrième mandat. Par la suite, sa mobilité continue de se réduire et ses sorties se font de plus en plus rares¹. La Tribune de Genève indique en mars 2019 que le président est « sous menace vitale permanente » à cause d'une « atteinte systémique à ses réflexes corporels » et de problèmes respiratoires.

C'est d'ailleurs son Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui fait campagne pour lui. Ses sorties se font de plus en plus rares mais chacune suscitait une polémique, quant à son état, hagard, amaigri, ne pouvant même pas bouger ou se tenir droit sur son fauteuil roulant.

Pour les Algériens, la fin de l'ère Bouteflika sera sans doute terminée à la fin du 4e mandat. C'était sans compter sur la volonté de son entourage et les cercles du pouvoir de le reconduire pour un autre mandat. Une « humiliation » de trop pour les Algériens qui sortent en masse le 22 février 2019.

Après plusieurs semaines de marches à travers le pays, durant lesquelles la Présidence propose un report du scrutin puis une prolongation de deux ans du quatrième mandat, et l'appel du chef de l'armée, Gaid Salah, à appliquer l'article 102 de la Constitution, Abdelaziz Bouteflika démissionne le 02 avril de la même année.

Par R. N.

RECONSTRUCTION DE LA LIBYE

C'est déjà le Graal pour l'Égypte... Les Tunisiens roupillent encore !

Une féroce concurrence déchire les pays ayant partie liée avec le gigantesque chantier de la Libye. Une course contre la montre qui devrait impliquer en tout premier lieu les pays voisins de la Libye qui ont pâti des affres de la guerre civile et de la présence de légions entières de terroristes et de mercenaires sur des terres alentour.

L'Égypte et la Tunisie, en l'occurrence, jouissent en quelque sorte d'un droit de préemption qui leur accorde une légitime priorité par rapport aux très nombreux États dans la convoitise est-attisée par les gros enjeux de la reconstruction.

A la manifeste différence de la Tunisie qui dort encore sur ses lauriers, l'Égypte est en train d'enchaîner les percées sur le marché de son voisin de l'Ouest et engranger de monumentaux dividendes. Un conseiller du ministre d'État libyen pour les affaires économiques, Ahmed Al-Ahjal, résumant les résultats des dernières réunions du Comité suprême libyen-égyptien, a annoncé que les deux pays ont convenu de moderniser les systèmes bancaires et financiers, de réformer le secteur commercial public et la gouvernance des institutions publiques, ainsi que d'améliorer le climat d'investissement et de garantir la stabilité juridique et institutionnelle.

Selon de nombreux experts, l'Égypte est partie pour prendre une part importante aux projets de reconstruction de la Libye qui aura besoin d'au moins 3 millions de travailleurs, principalement des Égyptiens, pour les travaux de reconstruction, assure le président de la division des sociétés de recrutement de la Chambre de commerce du Caire. La Libye a été la principale destination de près de 2 millions de travailleurs égyptiens avant la guerre civile qui a fait des ravages dans le pays pendant une décennie, a-t-il rappelé.

Déjà les deux pays ont signé 11 protocoles d'accord dans les domaines de la santé, des infrastructures, du logement, du transport, de l'électricité, de la communication et de la main-d'œuvre lors de la visite du Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly à Tripoli. Des accords qui permettront aux travailleurs égyptiens de revenir sur le marché du travail en Libye, notamment dans le domaine de la construction.

Le chef de l'Union des investisseurs arabes basée au Caire, a déclaré, pour sa part, que les deux pays partageront des intérêts dans les projets de reconstruction, soulignant que la Libye a restauré son équilibre sécuritaire dans une large mesure et peut attirer des entreprises pour investir dans ses terres.

UN MARCHÉ QUI PÈSE 111 MILLIARDS DE DOLLARS

Le ministre d'État libyen des Affaires économiques, Salama Al-Ghwel, s'attend à ce que la valeur du financement nécessaire à la reconstruction de la Libye atteigne environ 500 milliards de dinars (équivalent à



111 milliards de dollars) au cours des dix prochaines années.

S'adressant à Bloomberg il a déclaré que les principales sources de financement pour la reconstruction du pays seraient l'État, en plus des partenaires de développement des institutions internationales, ainsi que le secteur privé.

Il a souligné que le gouvernement libyen est déterminé à bénéficier des expériences mondiales dans le domaine de la reconstruction, et à inclure des pays importants ayant des expériences pionnières, notant que l'expérience égyptienne est dans l'esprit du gouvernement libyen afin de réaliser le développement.

D'IMMENSES OPPORTUNITÉS

L'économiste Kamal Mansouri s'attend à ce que l'effort de reconstruction de la Libye soit l'un des plus importants du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il estime que « plus de

100 milliards de dollars » sont nécessaires pour reconstruire la Libye après une décennie de conflit. L'Italie, l'Égypte, la Turquie et la Tunisie devraient être à l'avant-garde des appels d'offres, mais il y aura également des entreprises de nombreux autres pays. « Rien n'a été construit en Libye depuis 2011 », a noté Jalel Harchaoui, membre senior de Global Initiative et expert de la Libye. « C'est un pays riche qui n'a pas entretenu ses infrastructures. Pendant ce temps, une décennie de violence a ravagé ses aéroports, ses routes et le réseau électrique. » Cela signifie qu'il y a non seulement des dizaines de projets qui ont été abandonnés lorsque le conflit a éclaté, mais aussi un besoin désespéré de logements et d'infrastructures. Le gouvernement provisoire s'efforce de combler ces lacunes avant les élections prévues le 24 décembre. Le Premier ministre intérimaire Abdul Hamid Dbeibeh a déclaré vou-

loir allouer 4,9 milliards de dollars du budget gouvernemental à des projets et au développement. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, étant donné le vaste éventail de projets à entreprendre, et pour lesquels des financements privés seront nécessaires.

La Libye abrite les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique. « Celles-ci fourniront de nombreux revenus pour financer des projets », déclare le milliardaire libyen Husni Bey. « Mais certaines réformes doivent être mises en œuvre pour encourager le secteur privé avant que la Libye n'ait un quelconque espoir de véritable reconstruction économique ».

Parmi les principaux obstacles qui empêchent le développement du secteur privé libyen, il cite le registre du logement qui doit être débloqué, ce qui permettrait à des milliards de dollars de biens immobiliers de devenir bancables.

African Manager

TUNISIE

Le député Seifeddine Makhoul en liberté quelques heures après son interpellation



Le juge d'instruction près le tribunal militaire a décidé, avant-hier, la remise en liberté du député gelé le député Seifeddine Makhoul, annonce la Coalition al Karama sur sa page officielle «facebook».

«Seifeddine Makhoul sera maintenu en liberté, en vertu d'une décision judiciaire », ajoute la coalition. Le député gelé Seifeddine Makhoul a été « enlevé », ce vendredi vers 14h15, devant le siège du

Tribunal militaire permanent de Tunis par des policiers, avait annoncé son avocat Anouar Ouled Ali. Seifeddine Makhoul, président du bloc parlementaire de la coalition al Karama à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) dont les activités sont gelées, fait l'objet d'un mandat d'amener émis par le tribunal militaire pour son implication présumée dans l'affaire de l'aéroport Tunis-Carthage quand des députés d'al Karama ont voulu faire voyager par la force une femme fichée S17. Dans une déclaration à la TAP, Ouled Ali a précisé que Makhoul « s'est dirigé en ce jour au Tribunal militaire dans l'intention de se rendre au juge d'instruction, avant d'être « enlevé » par des policiers en civil ».

MALI

Assimi Goïta, les « mercenaires » russes et la colère de Paris

La France s'oppose aux négociations entre la junte et une société du groupe Wagner en vue d'un déploiement de mercenaires russes au Mali. Elles pourraient bouleverser toute la stratégie de lutte contre le jihadisme au Sahel.

Les révélations ont fait l'effet d'un coup de tonnerre, à Bamako et au-delà : Assimi Goïta serait sur le point de conclure un contrat avec l'une des sociétés du groupe Wagner, l'entreprise de sécurité russe. Au centre des discussions : le déploiement d'un millier de mercenaires pour un « deal » à hauteur de 6 milliards de francs CFA (environ 9,1 millions d'euros) par mois.

Si aucune confirmation n'est venue de Bamako, la France – qui a annoncé dans la nuit de

mercredi à jeudi avoir tué le chef de l'État islamique au Grand Sahara – a déjà exprimé son opposition ferme à ce projet. La présence de mercenaires russes sur le terrain serait « absolument inconciliable avec notre présence » et « incompatible avec l'action des partenaires sahéliens et internationaux du Mali », a tonné Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères. Paris, qui a déjà annoncé la fin de l'opération Barkhane et le retrait d'une partie de ses troupes du Mali, menace de réduire encore sa participation à la lutte contre les groupes armés jihadistes.

COUP DE BLUFF ?

Mais à Bamako, l'éventuelle arrivée en terres sahéliennes

des hommes de Wagner, dont certains sont déjà présents en Centrafrique, en Libye ou encore au Soudan, est applaudie par certains. Une frange de l'opinion publique l'appelle en effet de ses vœux depuis qu'Assimi Goïta a renversé Ibrahim Bou-bacar Keïta, le 18 août 2020.

Faut-il y voir, comme certains commentateurs l'affirment, un simple coup de bluff des autorités maliennes vis-à-vis de Paris ? Voire une volonté de la junte de donner des gages à la frange la plus « anti-française » de ses partisans ? Si le contrat venait à être signé, c'est toute la stratégie internationale face aux jihadistes, déjà bousculée par la fin de l'opération Barkhane, qui pourrait s'en voir profondément transformée.

Jeune Afrique

ENCEINTES SPORTIVES

**FEU VERT DU MINISTÈRE
POUR LE RETOUR DU PUBLIC
AVEC PASS SANITAIRE**

■ Le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) a annoncé le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022. "En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus", indique un communiqué du MJS. L'accès aux stades et salles de sport est ouvert au public à condition de la présentation d'un pass sanitaire confirmant la prise du vaccin", a précisé le communiqué du MJS. Le 5 septembre courant, le MJS avait décidé, rappelle-t-on, la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines à partir du lundi 6 septembre 2021. "Dans le cadre de la reprise des activités sportives en prévision des compétitions sportives importantes, dont les Jeux méditerranéens-2022 à Oran, afin de permettre aux différentes sélections nationales de se préparer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux" avait alors souligné le MJS dans son communiqué. Le communiqué de la tutelle avait, en outre, souligné "que la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus".

FOOT

**LE BARÇA AIMERAIT
ACCUEILLIR STERLING
EN PRÊT**

Ne disposant plus guère de moyens financiers pour attirer les tops joueurs, le FC Barcelone cherche d'autres moyens, tout en s'appuyant toujours sur son attractivité. Ainsi, selon le quotidien ibérique Sport, les dirigeants catalans aimeraient négocier cet hiver le prêt de Raheem Sterling auprès de Manchester City. Disposant d'un temps de jeu fluctuant, et à coup sûr pas à la hauteur de ses attentes, l'international anglais pourrait voir d'un bon œil une aventure à l'étranger.

SALAIRE, PRIME DE FIDÉLITÉ

Comment Lionel Messi a touché le jackpot au PSG

Les chiffres sont connus. L'équipe dévoile ce samedi les conditions salariales de Lionel Messi au Paris Saint-Germain. Et si le club de la capitale a réalisé un grand coup sportif et marketing en le recrutant, l'Argentin, lui, a réalisé une belle affaire économique. Chez les Rouge et Bleu, le sextuple Ballon d'Or perçoit un salaire annuel net de 30 M€, dont une partie en cryptomonnaies. Une rémunération déjà très élevée et similaire à celle de Neymar, même si les émoluments du milieu offensif brésilien vont diminuer au cours des prochaines saisons. C'est plus ou

moins ce qu'il aurait pu être payé au FC Barcelone, si la formation catalane avait eu la possibilité de le conserver, puisqu'il avait accepté de diviser son salaire par deux pour pouvoir rester au sein de son club formateur.

**PLUS DE 110 MC NET SUR
TROIS ANS**

Mais ce n'est pas tout. La Pulga, qui n'a pas touché de prime à la signature, pourrait voir ses revenus augmenter à travers une prime de fidélité. À en croire les informations du quotidien sportif, celle-ci atteindrait 15 M€ brut par an, donc

près de 10 M€ net, et lui serait versée «s'il honore sa deuxième année de contrat la saison prochaine dans la capitale et sa troisième année optionnelle». Ainsi, pour récapituler : Lionel Messi recevra 30 M€ net en 2021-2022 et pourrait encaisser 40 M€ net en 2022-2023 et 2023-2024, s'il reste bien au sein de la capitale française. En tout, l'Argentin pourrait donc percevoir 110 M€ net pour ses trois années de contrat - dont une en option - au Paris Saint-Germain. Un bien joli pactole qui ne prend d'ailleurs pas en compte les différentes primes collectives.

MARATHON DE MEDGHACEN

La 11e édition décalée au 4 décembre



La onzième édition du Marathon International de Medghacen, initialement prévue le 2 octobre 2021 dans la Wilaya de Batna (Est) a été finalement décalée au 4 décembre de la même année, a annoncé avant-hier la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), sans préciser le motif de ce report.

Un ajournement qui cependant devrait arranger parfaitement les affaires des athlètes, car grâce à ce report, ils bénéficieront de plus temps pour bien préparer cette compétition, surtout après la décision des Pouvoirs Publics de rouvrir les différentes installations sportives. En effet, depuis l'apparition de la pandémie

du nouveau coronavirus, la plupart des infrastructures sportives ont dû fermer leurs portes, et les athlètes d'élite, qui préparaient entre autres les Jeux olympiques de Tokyo étaient pratiquement les seuls à bénéficier d'une dérogation spéciale pour s'y entraîner. Une situation qui s'est répercutée négativement sur la forme physique

des athlètes, car restés plusieurs mois sans compétition officielle, sans même pouvoir s'entraîner. Une donne qui cependant devrait changer prochainement, avec la réouverture des différentes installations sportives, à condition bien sûr que les athlètes disposent d'un pass sanitaire pour pouvoir les fréquenter.

JUDO/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SENIORS

La 43e édition en mai à Oran

La 43e édition des Championnats d'Afrique (messieurs/dames) de judo se déroulera du 21 au 24 avril 2022, au palais des congrès de l'hôtel Meridien (Oran), a annoncé avant-hier la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Outre ces Championnats d'Afrique "seniors", ledit lieu abritera pendant la même période le tournoi d'exhibition "Kata", a-t-on encore précisé de même source. Les grands événements sportifs organisés par l'Algérie se déroulent généralement à Alger, mais cette fois, le choix s'est porté sur "El Bahia" essentiellement par rapport aux prochains Jeux méditerranéens, prévus la même année, et dont les épreuves de judo se dérouleront également au

palais des congrès de l'hôtel Meridien. Ainsi, ces Championnats d'Afrique "seniors" constitueront une bonne préparation pour les organisateurs, et les mettront dans les conditions du réel avant d'accueillir ce deuxième grand événement sportif de l'année. Les derniers Championnats d'Afrique de judo qui ont été organisés par l'Algérie remontent au début de l'année 2000. Il s'agissait de la 22e édition de cette compétition, abrité par la salle Harcha Hacène (Alger) entre le 9 et le 14 mai 2000.

A la fin du tournoi, c'est l'Algérie qui a été sacrée avec 4 or, 3 argent et 3 bronze, devant la Tunisie (3 or, 3 argent et 9 bronze), au moment où l'Égypte avait complété le podium, avec

3 or, 2 argent et 5 bronze. Le document officiel attribuant à l'Algérie l'organisation de ces 43e championnats d'Afrique "seniors" de judo en 2022, a été signé par l'ancienne secrétaire d'Etat, chargée du sport d'élite, Salima Souakri, et le président de l'Union africaine de la discipline, le Malgache Randrianasoloniako-Niaiko Siteny. La cérémonie de signature de ce document s'est déroulée en marge des travaux de l'Assemblée générale de la Fédération internationale de judo, tenus à Budapest (Hongrie), et au cours desquels Salima Souakri a été élue membre au bureau exécutif, alors que son compatriote Mohamed Meridja a été réélu au sein de cette même structure.

FOOT

**MANCHESTER
UNITED VEUT
DECLAN RICE**

■ Selon The Independent, Manchester United aurait fait de Declan Rice sa priorité de recrutement lors du prochain mercato estival. Après avoir considérablement renforcé son attaque avec l'arrivée de Jadon Sancho et Cristiano Ronaldo, ainsi que sa défense avec Raphaël Varane, le club manucunien veut désormais se pencher sur le dossier de l'entrejeu et le milieu de terrain international anglais de 22 ans se trouverait tout en haut de la liste des recrues désirées. Et Rice aimerait bien quitter West Ham pour évoluer dans un plus grand club, ce qui n'a pu se faire cet été étant donné que les Hammers lui avaient accordé un bon de sortie seulement si un club proposait 100 millions d'euros.

OPÉRA D'ALGER

Auditions pour la sélection de musiciens et de choristes polyphoniques



■ L'Opéra d'Alger « Boualem Bessaïah » organisera du 20 au 24 septembre, des auditions nationales en vue de la sélection de musiciens et de chanteurs issus de l'Institut national supérieur de musique (INSM), les conservatoires, les IRFM (Institut national de formation musicale d'Alger) et annexes à travers le territoire national, indique un communiqué de l'établissement. « Dans le cadre de la réorganisation et la redynamisation de ses effectifs (l'orchestre et Chœur Symphonique), l'Opéra d'Alger « Boualem Bessaïah » organise des auditions du 20 au 24 septembre 2021, en direction des musiciens issus des instituts de musique, tels que l'INSM, les conservatoires et les IRFM et annexes à travers le territoire national ainsi que les musiciens activant au paysage artistique professionnel algérien », précise l'Opéra d'Alger. L'organisation des auditions se fera sous la supervision d'un jury sélectionné avec soin et composé de professionnels (Musiciens, professeurs), conclut le communiqué

DM

«TANDEM MEDIA AWARDS» DE L'UE

JOURNALISTES, ÉTUDIANTS EN JOURNALISME ET ARTISTES, À VOS PLUMES

■ Le programme «EU Neighbours South», de l'Union Européenne (UE), lance la première édition du concours «Tandem Media Awards», dédiée à la Culture et aux candidats de neuf pays méditerranéens dont l'Algérie, annoncent les organisateurs sur la page Facebook de l'UE. Placée sous le slogan «Speak up culture», ce concours de contenu médiatique innovant repose sur l'idée d'une collaboration entre un binôme, et est ouvert aux journalistes, étudiants en journalisme et artistes issus de 9 pays arabes méditerranéens, dont l'Algérie, la Palestine, la Tunisie, la Libye, le Liban, la Jordanie, la Syrie, l'Égypte et le Maroc. Lors de cette première édition, trois tandems seront récompensés: journaliste homme-femme, journaliste professionnel et étudiant en journalisme et le binôme journaliste-artiste. Les duos de candidats auront à produire un contenu journalistique commun sur différents supports, (article print, article web, émission TV, émission radio, capsule vidéo, reportage télévisé, reportage radio, reportage photo, podcast ou encore bande dessinée). Les lauréats seront invités à assister à la cérémonie de remise des prix, prévue en décembre 2021 et bénéficieront d'une récompense financière et d'un voyage de presse culturel au cours de l'année 2022. La date limite de soumission des travaux proposés au concours étant fixée au 14 novembre 2021, «EU Neighbours South» met à la disposition des postulants sur ce site web, le règlement intérieur et toutes les informations et documents de participation nécessaires. Les organisateurs rappellent que les contenus proposés doivent être «de préférence lié à un projet ou une initiative culturelle financés par l'UE dans la région du voisinage Sud de l'Union européenne».

Meriem.D

«HIRAK ET PROPAGANDE MÉDIATIQUE EN CONTEXTE POSTCOLONIAL»

Un essai critique sur le discours des médias français

«Hirak et propagande médiatique en contexte postcolonial» est un essai critique écrit par l'anthropologue et chercheur Yazid Ben Hounet qui analyse l'attention portée notamment par les médias français à ce mouvement, et dont le discours s'inscrit dans des «relations d'hégémonie et de domination (coloniale et postcoloniale) qu'ils tentent de prolonger».

«Cet essai jette un regard critique sur la propagande médiatique visant à déformer la réalité algérienne. Il éclaire en retour l'intérêt porté, par les autorités algériennes, à la guerre de quatrième génération -comprenant la manipulation des médias- destinée à déstabiliser les Etats qui ne s'inscrivent pas dans les logiques des puissances et lobbys néocoloniaux et impérialistes», explique le chercheur dans cet ouvrage qui vient de paraître aux éditions de l'ANEP. Dans l'avant-propos de cet essai, le chercheur note que depuis 2019, l'Algérie a connu plusieurs changements politiques via des élections «qui, si elles n'ont pas mobilisé beaucoup d'électeurs, se sont néanmoins déroulées de manière transparente» et «l'armée n'a pas été utilisée pour réprimer la population algérienne, ni d'autres populations d'ailleurs» et «les seuls militaires morts dans leur mission l'ont été en sauvant des citoyens lors des incendies survenus au mois d'août 2021 en Kabylie». Développant son argumentaire, l'auteur relève que sur la même période (2019-2021), «la France, septième puissance militaire du monde, en opération dans plusieurs pays -dont le rapport Duclert (2021) a mis en avant le rôle d'appui dans le génocide au Rwanda-, soutenait militairement encore le dictateur tchadien Idriss Déby (mort en 2021)». En métropole et dans les territoires ultra-marins, le mouvement social des Gilets jaunes faisait l'objet d'une des répressions les plus féroces depuis 1962» et au Maroc, «une bonne partie de l'armée demeurait employée à occuper illégalement le Sahara occidental et à y réprimer les populations locales», alors qu'Israël «utilisait encore son armée pour maintenir son occupation coloniale, mettre au pas les Palestiniens et bombarder Ghaza de manière répétée», a souligné l'auteur. Curieusement, dans les médias mainstream français, notamment, observe Yazid Ben Hounet, l'Algérie est toujours dépeinte comme «une dictature ou un régime militaire», alors que dans ces médias «il est à peine permis de s'inquiéter de la dérive autoritaire de la France», le Maroc est «encore présenté,



en particulier dans Le Monde, comme un ami de la France, 'à l'inquiétante régression autoritaire' - pas encore un régime autoritaire donc», et «Israël est, bien entendu, toujours 'la seule démocratie au Proche-Orient'». Dans la préface de l'ouvrage, le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, dénonce l'action déstabilisatrice de certaines ONG étrangères et leurs relais médiatiques, dont l'objectif concernant l'Algérie est «on ne peut plus clair: éloigner l'Armée nationale populaire de son rôle historique naturel de protection de l'Etat-nation -seul garant de la souveraineté nationale, du progrès et de la justice sociale». «Les relais internes de ces ONG feignent d'ignorer qu'aucun des pays ayant emprunté la voie du processus constituant issu des laboratoires atlantistes n'est sorti indemne de l'effondrement de l'Etat national, de la partition territoriale et de la guerre civile», met en garde Ammar Belhimer. Yazid Ben Hounet est anthropologue, chercheur au Centre national de recherche scientifique et membre du Laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS - Collège de France - EHESS). Il est docteur de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (Paris).

APS

« LE JEU DE LA DAME »

Une ancienne gloire des échecs soviétique réclame 5 millions à Netflix

Quatre-vingts ans, et encore l'énergie pour entamer une procédure judiciaire contre un mastodonte du Web. Sans nul doute, la Géorgienne Nona Gaprindachvili n'a rien perdu de la détermination qui, dans les années 70, avait fait d'elle une légende vivante des échecs. Un CV dans le domaine très impressionnant, auquel Netflix aurait rendu un bien piètre hommage. Selon Nona Gaprindachvili, son personnage dans la série Netflix à succès Le Jeu de la dame brosse un portrait d'elle «sexiste et dénigrant». «Netflix a menti effrontément et délibérément sur les succès de Gaprindachvili», détaille la

plainte déposée par l'ancienne joueuse d'échecs. Dans la série, diffusée par la plateforme basée en Californie, un personnage affirme que la championne géorgienne «n'a jamais affronté d'hommes» en compétition. Cette allégation «est manifestement fautive, ainsi que grossièrement sexiste et dénigrante», est-il précisé dans cette plainte enregistrée jeudi dans un tribunal californien, aux États-Unis. La plainte de Mme Gaprindachvili rappelle que cette dernière, aujourd'hui âgée de 80 ans, a affronté des dizaines de joueurs masculins de premier plan et en a battu 28 au cours de sa carrière.

Netflix se défendra vigoureusement «Ajoutant l'insulte à l'outrage, Netflix décrit Gaprindachvili comme étant russe, alors qu'ils savent qu'elle est géorgienne et que les Géorgiens ont souffert de la domination russe lorsqu'ils faisaient partie de l'Union soviétique», ajoute la défense de la championne. Et pour laver l'affront, Nona Gaprindachvili ne demande rien de moins... que 5 millions de dollars. Dans un communiqué, Netflix a pour sa part indiqué avoir «le plus grand respect pour Mme Gaprindachvili et son illustre carrière», mais estimé que «cette plainte n'a aucun fondement». La plateforme

a ajouté qu'elle se défendrait «vigoureusement». Née en 1941 à Zougdidji, dans l'ouest de la Géorgie, Nona Gaprindachvili joue aux échecs depuis ses 13 ans. En 1977, elle est devenue la première femme grand maître d'échecs de l'histoire. Elle a remporté le championnat du monde féminin à 20 ans et a défendu son titre avec succès à quatre reprises, avant de perdre sa couronne en 1978 face à une autre Géorgienne de 17 ans, Maia Chibourdanidze. Selon Netflix, The Queen's Gambit (Le Jeu de la dame en français) a battu des records avec des 62 millions de vues en 28 jours après sa diffusion.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

PENITENTIAIRE ET DE LA REINSERTION

ETABLISSEMENT DE REEDUCATION ET READAPTATION ABADLA

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) : 411004001008106

MISE EN DEMEURE N° 01/2021

- Au vu de l'accord N° 01/2021 conclu entre l'établissement de REDUCATION et READPTAION ABADLA adresse la rue national N°06 ABADLA -BECHAR - et le Co- contractant BENYAHIA DJAMEL adresse :Quatre Chemin BEJAIA.
- Vu l'ordre de service N°02/2021 du 07/07/2021 relatif a la fourniture des restaurants de l'établissement de REDUCATION et READPTAION ABADLA Bechar dans le lot suivant:

• Lot n°01 : Alimentation General.

L'établissement de REDUCATION et READPTAION ABADLA lance une mise en demeure N°1 pour Co-contractant monsieur BENYAHIA DJAMEL adresse :Quatre chemin BEJAIA d'établissement de rééducation et réadaptation ABADLA en denrée alimentaires, en lots suivants, par marché à commandes :

• Lot n°01 : Alimentation General.

- Assure une meilleure qualité des matériaux selon le cahier charges.
- Alimentation assure organisateur des commandes.

A fin de ne pas dépasser 48 heures a partir de la date de livraison de cette excuse.

En cas de non-respect de délai imparti des procédures judiciaires lui seront appliquées conformément a la loi sur les marche public.

L'EXPRESS DU 19/09/2021

ANEP : N° 2116016384



À VENDRE

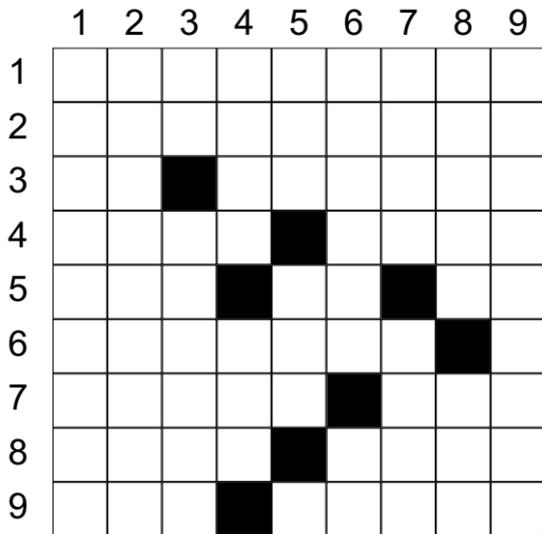
Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse
Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271



MOTS CROISÉS



Horizontalement

- Augmenter la vitesse.
- Reptile carnivore vivant dans les fleuves.
- Cette chose-là - Criblés de dettes.
- Exprime un vœu - Masse de neige durcie.
- Mot qui sert à désigner - Symbole de l'astate - Terminaison de verbes.
- Grands moustiques.
- Etablissement industriel - Le moi de la philosophie.
- Nom gaélique de l'Irlande - Devenu mûr.
- Imite le cri du cerf - Ecraser en tout petits morceaux.

Verticalement

- Faire ressortir.
- D'une couleur rouge foncé.
- Symbole du cobalt - Ensemble de pays qui sont gouvernés par un empereur.
- Part payée par chaque convive - Première page de journal.
- Coup à trajectoire haute - Bière blonde anglaise.
- Dépourvu de dents - Entre ré et fa.
- Montrer sa joie - Sans compagnie.
- Il fréquente l'école - Opposé à la force.
- Réceptacle contenant des produits liquides ou gazeux.

4FOISQUATRE

Retrouvez sans vous aider du dictionnaire, la bonne orthographe des mots suivants par quatre propositions que nous vous soumettons en barrant les trois mots qui sont faux.

Rapetaçage Rapetasage Rapétassage Rapetassage	Scolopondre Scolopendre Scoloppendre Scaulopondre
Cranien Crännien Crânien Crannien	Défonçage Défonssage Défançage Défençage

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS CROISÉS

HORIZONTALLEMENT
 1- ACARDIOLOGHE. 2- ACCOUTUMANT. 3- VA - PLEIN - IR. 4- ARMÉE - TINTE. 5- LIE - SR - BIEN. 6- IENA - NOUE. 7- ENTER - IS - MA. 8- IRISE - BON. 9- SURE - ASSAUT.
VERTICALEMENT
 1- CAVALIERS. 2- ACARIEN. 3- RC - MENTIR. 4- DOPE - AERE. 5- IULES - RI. 6- OTE - RN - SA. 7- LUIT - OIES. 8- OMNIBUS. 9- GA - NIE - BA. 10- UNITE - MOU. 11- ETRENNANT.

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT
 PINTADEAU - ROULETTE - MAUD - NET - CRIE - SEC - LURONS - SO - LISTES - MES - EMEUS - USITE - SI - ISOLA - BAS - ENLISANT - ESSE - ARTE.
VERTICALEMENT
 MIRACULEUSES - NOURRISSONS - STUDIOS - ILLE - AL - ENTETAI - EDEN - SEME - SA - ETES - SE - BAR - PATTES - USANT - UE - CONSISTE.

4 FOIS QUATRE

Curatif - Dédommagement - Gamelle - Télépathie

BIFFE-TOUT

TORRIDE

MOTS FLÉCHÉS NEUFSURDOUZE

ARME À FEU AFFAIBLIES	AVEC SUBTILITÉ DU MIDI	FAIRE DU TORT DIMINUTIF DE NACER	FENDU MUSE DE BEETHOVEN	JUGEMENT DERNIER
OUTIL VA SANS BUT				
		AUCUNE CHOSE DÉSERT DE DUNES		
AFFECTION- NÉES ASSISTER				EMPLOYÉES
			ATTRAPÉE ANIMAL	
PIÈCE DE TISSU TERRE EN MER				ETAIN LA MUSIQUE ET LA DANSE
		PAS CLÉRIICAL ILS S'AVANCENT DANS LA MER		
AL'INTÉRIEUR DEUX FOIS VINGT		ELLE EST POSTALE OU PERFORÉE TE MARRES		
				DÉBUT DE TRAGÉDIE
SOUS VÊTEMENT DIVINITÉ			MANCHE AU TENNIS	
				STRONTIUM

Le dernier MOT

Les lettres non utilisées serviront à former le mot dont la définition est ci-dessous

En 8 lettres :
Un jour de semaine

C H A Q U E B U A U T R E X I F E C
 O E E S A M E D I D N U L O U P A E
 U U L E S S A P E I N E R I O L G R
 R R B M S T C R T A V D T Q E I R T
 A E I I E H N A I E R E U N E V A A
 N S A S U I M T R E E E D R L I N I
 T B F T E V R A E V I R R A E C D N
 N S E R E E U M G L I U E D G F E U
 A O R R C R U I A E R D N E R P C M
 D R I M O R T S R E H C U O C O A E
 N T N R B R H E O F I N I R N R D R
 E I E R A E T R A L C D E G D E E O
 P E V V R O R U D P A R E I L R C F
 A E A O M E T P R E M I E R E T L F
 R I S B T O G A I E T E R I D E I I
 L R E E M P L O I N O M M E R N N C
 E E F N D E V I N E R U T U F E E E
 R F E G A I R A M A L H E U R P I V

ARRIVE	CONGE	FINIR	LUNDI	PASSE
AUBE	COUCHER	FIXER	MALHEUR	PEINER
AURORE	COURANT	FROID	MARDI	PENDANT
AUTOMNE	DATES	FUITE	MARIAGE	PENETRER
AUTRE	DECADE	FUTUR	MATIN	PREMIER
AVENIR	DECLIN	GAIETE	MORTS	PRENDRE
BAISSE	DERNIER	GELEE	NAITRE	SAMEDI
BRUME	DEUIL	GLOIRE	NOMMER	SOLAIRE
CALENDRIER	DEVINER	GRAND	NUMERO	SORTIE
CERTAIN	EMPLOI	HEROS	OFFICE	TAMISE
CHAQUE	EPOQUE	HEURE	ORAGE	TOMBE
CHUTE	FAIBLE	HIVER	ORDRE	TRAVAIL
CIVIL	FERIE	LEVER	PAREIL	VENDREDI
CLARTE	FETER	LUMIERE	PARLER	VERITE

ANNONCES

■ IMMOBILIER VENTE

● Cabinet de gestion immobilière met en location un duplex bien fini, luxueusement meublé et bien situé avec une belle vue dégagée, étage 5 et 6ème. en toutes commodités ; eau, électricité, gaz, chauffage central. sis au centre ville, tizi ouzou.

prix : 50 000 da/mois. accepte longue durée (01 année).

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous:

Tél fixe : 026 20 92 42

Tél mob : 0560 93 33 14

● Cabinet de gestion immobilière met en vente un logement de type f3 bien fini, surface 87 m² environ situé au 2ème étage. bâtisse très bien finie, avec 02 façades et en toutes commodités, acté et accepte un crédit bancaire. sis à lot bouzar, tizi ouzou.

prix : 840 u négociable.

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous:

Tél fixe : 026 20 92 42

Tél mob : 0560 93 33 13/14

● Cente une carcasse khaissia hai salam 200 m2 bâtie sur 168 m2 r+1 possibilité r+3 deux garages dardine façades de 12 mètres l'eau gaz vrd électricité acte décision la cadastre et passer au 2015

Le prix : 3 milliard négociable

Tél mob : 07 72 96 4093

● vente des terrain caractere promotionnel industriel agricole partenariat habitation résidentiel

Tél fixe : 023 94 91 40

Tél mob : 0795 78 66 93

● agence immo loue villa haouche chaouch el achour convient pour habitation, bureau, centre de remise en forme, spa ou autre.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Vente ou partenariat terrain. caractère agricole lieu boumerdess sidi belabess bouira tlemcen tiziouzou temouchent bejaia blida.

Tél mob : 0795 78 66 93

■ IMMOBILIER LOCATION

● Particulier à particulier loue studio toutes commodites, libre de suite, meublé climatisé, interphone, à boumerdes au 1er niveau de villa proche de liap et inh. constitué d'1 pièce avec chambre a coucher, 1 cuisine avec réfrigérateur et cuisinière, 1 salle de bain, 1 hall avec 1 table et 4 chaises et 1 balcon. convient à un couple marié sans enfants. 30000 da par mois (3 mois d'avance) curieux, intermédiaires, célibataires : s'abstenir.

Tél mob : 0552 02 32 36

● Agence immo loue un appartement f3 residence les pins ouled fayet bien situé avec toutes commodites / cuisine équipée / chauffage central / climatisation / parking sous sol / espace vert / ...etc / prix : 100 000 da



Tél mob : 0662 86 06 96

● Studio + salle de bain + petite cour + 1 700 000 centimes par mois et 20 400 000 centimes par an.

Tél mob : 0553 45 17 65

● Agence immo loue baba hassan très bien situé, sur le boulevard 03 niveaux, composé de trois f4, libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Agence immo loue un appartement f3 a cheraga en plein centre ville bien situé convient habitation où bureaux.

Tél mob : 0662 86 06 96

● Agence immo loue niveau villa f4 boudjemaa tamime, draria, libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

■ OFFRES D'EMPLOI

● Nous cherchons une fille qui sera chargée de la facturation et du suivi de la comptabilité avec nos sociétés informatiques / informaticienne description missions :

- monter, installer et mettre en service les nouveaux matériels informatiques
- former les utilisateurs
- intervenir en assistance et réparation
- ordonnancer le déroulement des travaux
- réaliser les archivages et les sauvegardes des données
- suivre et mettre à jour l'information technique, économique et réglementaire
- diagnostiquer les défaillances et proposer des solutions d'amélioration
- suivre l'état des stocks.

Tél mob : 06 57 84 93

● Nous sommes une société 100% tunisienne et maintenant ouverte en algérie.

si vous êtes intéressé pour faire un complément de salaire avec une possibilité de dépasser 60 000 dz par mois.

pour les étudiants est aussi possible de faire un salaire.

Tél mob : 0553 21 83 26

● Nous sommes un laboratoire d'analyse spécialisé dans les décapages de billet de banque tel que euro dollar dinar etc..... quelque soit ça couleur (noir - vert etc..)

Tél mob : 0554 26 01 89

■ INFORMATIQUE

● Bienvenue au service officiel labo du monde, nous mettons à la disposition de nos matériel et produit, un service rapide et efficace dans le nettoyage de billets de banque masquer et crypter dans les couleurs suivantes: noir, vert et rouge notre principale est de faire tout notre possibilité que nos clients soient satisfaits de se d'argent crypte et de relever ceux parmi les clients qui sont: découragés et nous mettons à leur disposition les solutions ci-dessous: machine. produits efficaces et rapide et manuellement. nos principaux clients sont les banques et organisations humanitaires, les clients ayant des fortunes cryptées sont également les bienvenus.

Tél mob : 0650 79 83 25

● Vends des compteuses de billets ayant une fiabilité incomparable et un rapport qualité/prix très avantageux, homologuées par la poste d'algérie elles détectent les faux billets par u.v et m.g

Prix : premier modèle (la blanche) 16000 da h.t , deuxième modèle (la noire) 25000 da h.t, 3ème modèle (la grise) 30000 da h.t

- Garantie 12 mois, - possibilité de vente avec facture, - vente en gros et en détail.
- Livraison sur tout le territoire national avec paiement à la réception

Tél mob : 0770 91 23 53

● Spéciale promotion au laboratoire france dubois. Laboratoire france dubois exerce ses fonctions dans le cadre de décapage des billets de banque masqué de multiple couleur noir, vert, rouge, jaune et de devise internationale et nationale euro, dollar, dinar algérien, dirham.

■ AUTO - MOTO

● Toyota 4x4 très propre et très solide

Marque : Toyota
Modèle : Rav 4
Année : 2013
Kilométrage : 207000
Carburant : Diesel
Puissance : 13 chevaux
Tél mob : 0559 78 62 46

● Vends fiesta titanium en très bon état, année 2012, la tole et le moteur en parfait état de marche.

Marque : Ford
Modèle : Fiesta
Année : 2012
Kilométrage : 250 000
Carburant : Essence
Tél mob : 0776 53 29 11

● Venez nous rencontrer et découvrir nos aubaines chez le concessionnaire rivière-du-loup honda. voyez ce superbe véhicule honda civic 2018 usagé près de rivière-du-loup. inspecté et certifié par nos techniciens d'expérience, ce véhicule noir indique 33036 km au compteur. Il s'agit d'un véhicule de type n/d, avec 4 portes, une transmission automatique et une traction avant (fwd).

Marque : Honda
Modèle : Cr_v
Année : 2018
Kilométrage : 33036
Carburant : Essence
Puissance : 11-13 chevaux
Tél mob : 0552 12 50 67

● Belle voiture zoty nomad

Marque : Volvo
Modèle : Xc60
Année : 2007
Kilométrage : 270000
Carburant : Essence
Tél mob : 0778 60 09 41

● Vends Kia Picanto Brazilia

Marque : Kia
Modèle : Picanto
Année : 2014
Kilométrage : 171000
Carburant : Essence
Puissance : 05-07 chevaux
Tél mob : 0778 49 94 64

● Belle moto peugeot fox manque couvercle de carter

Marque : Peugeot
Tél mob : 0778 88 64 08

● Cityline toute option sauf toit et ciire boite automatique

Marque : Kia
Modèle : Sportage
Année : 2019
Kilométrage : 44500
Carburant : Diesel

À VENDRE

APPARTEMENT de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
 Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
 Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
 Climatisation, téléphone et internet disponible
 Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

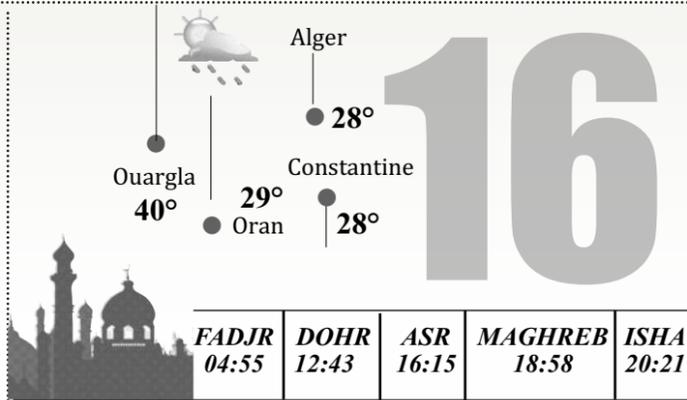
Tel: 0770829271

<p>Quotidien L'express Edité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92</p>	<p>Directeur de la publication ZAHIR MEHDAOUI zahir.mehdaoui1969@gmail.com Email: redaction@express-dz.com / Site Web: www.lexpressquotidien.dz TEL: 023.70.99.92</p>	<p>Directeur de l'administration et des finances Nouridine Brahmi Tel/FAX: 023.70.99.92 Impression SIA Alger Bab Ezzouar</p>
<p>Publicité Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de la Publicité (ANEP) Alger : 1, avenue Pasteur Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28 Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19 Mail : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz</p>		

CORONAVIRUS : 201 NOUVEAUX CAS, 177 GUÉRISONS ET 11 DÉCÈS CES DERNIÈRES 24H

Deux cent un (201) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 177 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 201.425 dont 201 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à

5.681 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 137.775 cas. Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 19 SEPTEMBRE 2021 // N°139 // PRIX 20 DA

GRUPE BENHAMADI

Les produits Condor réexportés de la Libye vers le Soudan

Les produits du leader algérien de l'électronique et de l'électroménager sont exportés de la Libye vers le Soudan depuis quelque temps. Le groupe Algérien, en dépit de nombreuses difficultés à su préserver sa place, non seulement en Algérie mais également en Afrique et même en Europe où certains compatriotes ne jurent que par cette marque.

Il faut savoir que les produits Condor sont également exportés vers près d'une quarantaine de pays dont la France, la Jordanie, la Mauritanie, le Bénin, le Sénégal, la Tunisie et la Libye. Le savoir-faire du groupe Benhamadi vient de pénétrer le marché soudanais, ce qui relance la marque algérienne dans un marché extrêmement concurrentiel. En dépit de la crise sanitaire mais aussi de



tous les obstacles politico-judiciaires, le groupe a su se maintenir et prospérer dans un contexte extrêmement difficile. Les unités de production basées notamment Bordj Bou Arreridj, malgré l'absence d'intrants, n'ont

jamais fermé et ont continué à produire avec les moyens de bord en gardant tous les employés. En gardant ses parts de marché intactes en Afrique notamment, Condor vient de réaliser un véritable exploit.

TRAVAUX DE MAINTENANCE À TISSEMSILT

PERTURBATION DANS L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DANS 4 COMMUNES

Quatre (4) communes de la wilaya de Tissemsilt connaissent une perturbation dans l'alimentation en eau potable due aux travaux de maintenance au niveau du barrage "Derder" (Aïn Defla), a annoncé hier, l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Cette perturbation touche, depuis deux jours, les communes de Bordj

Emir Abdelkader, Youssoufia et Sidi Boutouchent ainsi que les agglomérations rurales de la commune de Layoune, a indiqué la même source, expliquant cela par les travaux de maintenance en cours au niveau de la barge flottante de la chaîne de production à partir du barrage "Derder", portant sur l'installation d'une nouvelle pompe d'une

capacité de 70 litre/seconde. L'unité de l'ADE a fait savoir que l'opération d'approvisionnement en eau potable dans les communes sus-indiquées sera rétablie immédiatement après la fin des travaux. Ces communes bénéficient d'un quota de 17.000 mètres cubes d'eau potable à partir du barrage "Derder", a-t-on conclu.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT ABDELAZIZ BOUTEFLIKA LE PRÉSIDENT DES EMIRATS ARABES UNIS PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

Le président des Emirats Arabes Unis, Cheikh Khalifa Ben Zayed Al-

Nahyane, a adressé, hier, ses condoléances au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la suite du décès de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, rapporte plusieurs médias, citant un communiqué de la présidence des EAU. La même source précise que Cheikh

Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, vice-président et Premier ministre des Emirats arabes unis et souverain de Dubaï, Cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi ont été également présentés leurs condoléances au président Tebboune.

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES PLUS DE 164.000 NOUVEAUX INSCRITS

Au total, 164.286 nouveaux électeurs ont été inscrits suite à la révision des listes électorales en prévision des élections locales du 27 novembre prochain, portant ainsi le nombre global du corps électoral à 24.589.475 électeurs, a affirmé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Dans une déclaration à la télévision publique, M. Charfi a indiqué qu'une hausse a été enregistrée dans le nombre des électeurs après la révision exceptionnelle des listes électorales pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire communale (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), à savoir

164.286 électeurs, et ce, notamment après la radiation des listes des personnes décédés, portant ainsi le nombre global à "24.589.475" électeurs.

Le même responsable a fait savoir dans le même contexte, qu'il a été procédé au retrait de "8.928.134" formulaires de souscription des signatures individuelles au profit des listes des candidats, en vue de l'élection des membres de l'APC et de l'APW, ajoutant que les listes relevant de 47 partis ont procédé au retrait de "8.131.524" formulaires de souscription, alors que les listes indépendantes ont retiré 796.610 formulaires de souscription.

OUARGLA

220 TITRES DE PROPRIÉTÉ ET 47 AIDES DESTINÉES À L'AUTO-CONSTRUCTION ATTRIBUÉS

Un total de 220 titres de propriété et 47 aides financières destinées à l'auto-construction ont été attribués avant-hier aux bénéficiaires de parcelles de terrain à bâtir, dans le cadre des lotissements sociaux dans la commune d'Ouargla. Ce quota fait partie d'un programme global, composé de 4.500 lots de terrain à bâtir au chef-lieu de wilaya, a précisé le wali, Abou Bakr Assadik Bousseta, en marge de la cérémonie d'attribution. Au total, 742 titres de propriété ont été remis à ce jour à leurs bénéficiaires, depuis le lancement de ce programme en 2014, a-t-il ajouté.

Les travaux d'aménagement liés notamment au raccordement des sites en question localisés au niveau du quartier Ennasr (périphérie Ouest de la ville) aux réseaux divers, sont achevés, a indiqué le même responsable, signalant que les bénéficiaires vont bénéficier prochainement de permis de construire afin d'entamer la réalisation de leurs nouvelles habitations. Des démarches sont entreprises par les services de la wilaya en coordination avec l'ensemble des parties concernées pour rattraper le retard enregistré dans le secteur de l'habitat dans la wilaya, a-t-il ajouté.

DEUX GRANDES ÉCOLES SUPÉRIEURES OUVRIRONT LEURS PORTES EN OCTOBRE

UNE FORMATION D'ÉLITE RÉPONDANT AUX NORMES UNIVERSELLES

Deux grandes écoles supérieures de mathématiques et d'intelligence artificielle ouvriront leurs portes en Octobre à l'occasion du lancement de l'année universitaire 2021-2022. L'Ecole nationale supérieure des Mathématiques et l'Ecole nationale supérieure de l'Intelligence

artificielle, assureront une formation d'élite répondant aux normes universelles dans deux disciplines à l'importance cruciale et prouvée pour le développement technologique et économique du pays.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait insisté sur « l'importance d'accélérer la cadence de la réalisation et du développement des écoles supérieures spécialisées tournées vers l'économie de demain, un pas essentiel vers l'édification de l'Algérie nouvelle ».

COVID-19

LE VACCIN DE MODERNA SUPÉRIEUR À CELUI DE PFIZER CONTRE LES CAS GRAVES

Le vaccin de Moderna offre une meilleure protection sur le long terme contre les effets graves du Covid-19, par rapport à celui de Pfizer, conclut une étude publiée par la principale agence sanitaire des Etats-Unis. Les chercheurs des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) ont analysé un échantillon de près de 3.700 adultes hospitalisés pour un Covid-19 associé à des symptômes graves, entre le 11 mars et le 15 août 2021, soit une période qui précède et inclut la prédominance du variant Delta.

Sur cette durée, le vaccin de Moderna s'est révélé efficace à 93% contre les hospitalisations, celui de Pfizer efficace à 88% et celui de Johnson & Johnson efficace à 68%. La perte d'efficacité du vaccin de Pfizer au fil du temps est particulièrement notable: son taux d'efficacité passe de 91% sur la période de 14 à 120 jours après l'injection à 77% pour la période après 120 jours.

En comparaison sur les mêmes périodes, le taux d'efficacité du vaccin de Moderna passe de 93% à 92%. Plusieurs études récentes vont dans le même sens, confirmant l'apparente supériorité du vaccin de Moderna sur celui de Pfizer.